



Vie numérique et solidarité

Comportement et opinion
de la population suisse

Mandante

Fondation Sanitas Assurance Maladie
Jänergasse 3
8021 Zurich

Mandataire

Forschungsstelle sotomo
Dolderstrasse 24
8032 Zurich

Auteurs (par ordre alphabétique):

Lorenz Bosshardt
Gordon Bühler
Michael Hermann
David Krähenbühl
Matthias Mahrer

Zurich, juin 2018

Avant-propos de la Fondation Sanitas Assurance Maladie

La mesure connectée gagne du terrain. Elle se manifeste dans notre quotidien sous forme d'une multiplication des possibilités de saisir, d'évaluer et de comparer des données personnelles sur des appareils mobiles ou sur internet à l'aide d'applications. Il s'agit par exemple d'informations de mobilité, des habitudes d'achat ou du comportement en matière de santé, de l'utilisation des médias, de l'engagement politique et d'autres domaines de la vie.

Nous contribuons parfois nous-mêmes à accélérer l'essor de la numérisation, mais aussi certaines organisations qui collectent et traitent les données. De nombreuses questions se posent: quels sont les opportunités et les risques pour les individus concernés? Les individus changent-ils alors leurs conceptions et leur comportement par rapport aux communautés et envers la société? La solidarité est-elle menacée ou de nouvelles communautés solidaires voient-elles le jour?

La Fondation Sanitas Assurance Maladie encourage le débat pour répondre à ces questions. Elle ne donne pas seulement la parole aux experts, hommes politiques et représentants du milieu économique, mais aussi à la population. La Fondation Sanitas Assurance Maladie a donc élaboré avec l'organisme de recherche sotomo une série de consultations permettant, dans le cadre d'un projet s'étendant sur plusieurs années, de sonder l'opinion de la population en Suisse et de l'exploiter du point de vue sociologique.

Nous sommes heureux de publier dans ce rapport les résultats du premier sondage sur le thème «Vie numérique et solidarité» qui, nous l'espérons, générera un large débat public.

Felix Gutzwiller
Président du Conseil de fondation Sanitas

Isabelle Vautravers
Directrice de la fondation Sanitas

Table des matières

1	En bref	5
2	Mesure connectée en Suisse	9
2.1	Lifelogging: le fameux podomètre	9
2.2	Changements de comportement grâce à la mesure connectée . .	13
2.3	Souhait de mesures connectées plus généralisées	14
2.4	Désactivation ciblée de la mesure connectée	16
2.5	Pratiquement aucune limite aux applications sur internet	18
2.6	Déficit de connaissance du mode incognito	21
3	Posture envers la collecte de données par des tiers	25
3.1	De meilleures offres grâce aux données collectées?	25
3.2	Contrôle de ses propres données	26
3.3	Évaluation de différents collecteurs de données	31
3.4	Données sensibles et moins sensibles	32
4	Où mène la saisie des données numériques?	37
4.1	Virage numérique: chance et incertitude	37
4.2	Gagnants et perdants de la mesure connectée	39
4.3	Perte en individualité	41
4.4	Les optimistes numériques eux-mêmes sont sceptiques	43
4.5	Réactions attendues de l'État et des entreprises	44
5	Conséquences pour la cohésion sociale	45
5.1	Défi pour la solidarité et la responsabilité individuelle	46
5.2	Profil politique insignifiant pour l'évaluation	47
5.3	Attentes envers la société civile	49
5.4	Carte politique de la numérisation	51
5.5	Solidarité et primes d'assurance maladie	52
6	Méthodologie	56
6.1	Collecte des données	56
6.2	Échantillon	56
6.3	Pondération de l'échantillon	57
6.4	Typologisation	57

1 En bref

La controverse actuelle autour du scandale des données de Facebook et Cambridge Analytica témoigne de l'importance d'un large débat sur l'utilisation des profils de données personnelles. La présente étude, réalisée par l'organisme de recherche sotomo pour la Fondation Sanitas Assurance Maladie, a pour objet l'état de la numérisation en Suisse. Avec des questions telles que «les habitants de ce pays participent-ils activement à la numérisation de leur vie?» et «comment gèrent-ils la collecte de leurs données personnelles par des tiers?», cette étude ne traite pas seulement de la vie numérique, mais aborde aussi par exemple l'évaluation des conséquences pour la cohésion sociale. À cet effet, 4269 personnes ont été interrogées en ligne sur différents canaux entre le 19 et le 30 janvier 2018. Les réponses ont ensuite été pondérées. Les résultats présentés dans cette étude reposent sur les réponses de 3055 personnes et sont représentatives de la population de plus de 18 ans résidant en Suisse.

Contributeurs actifs

Environ la moitié des adultes en Suisse enregistrent aujourd'hui les activités et l'état de leur vie avec leur smartphone ou un autre appareil mobile. 20% supplémentaires ont au moins déjà testé une application de mesure. Les paramètres les plus mesurés sont les pas réalisés quotidiennement, suivis de l'enregistrement de trajets et de performances sportives. La mesure des paramètres personnels de fitness amène presque la moitié des utilisateurs à modifier leurs comportements. Les mesures liées à la santé, comme la durée de sommeil ou la fréquence cardiaque, sont (à l'heure actuelle) moins répandues et contribuent moins souvent à des changements de comportement. La tendance à l'automesure connectée est cependant encore loin d'avoir atteint ses limites. Deux tiers des personnes interrogées aimeraient pouvoir faire des mesures automatiques beaucoup plus poussées, comme celles de leur consommation d'énergie et de ressources ou des calories ingérées.

La protection de la vie privée est souvent reléguée au second plan

De nombreux habitants de Suisse s'inscrivent dans la tendance à l'automesure connectée. Plus de 70% admettent pourtant désactiver certaines fonctions de leur smartphone, comme la géolocalisation, afin de protéger leurs données personnelles. Généralement, on constate cependant que la protection de la vie privée est principalement avancée comme argument pour les applications dont on peut aisément se passer. Ainsi, presque 20% admettent renoncer à une sauvegarde sur le cloud pour des raisons liées à la protection des données. Il s'agit principalement

de personnes qui utilisent peu les applications numériques. Par contre, presque personne ne renonce à utiliser des moteurs de recherche, la messagerie instantanée (comme WhatsApp) ou le courriel gratuit pour ces mêmes raisons, alors que les groupes internet sont accés aux données personnelles via les recherches et les courriels gratuits et que WhatsApp fait partie du groupe Facebook. Mais ce sont les réseaux sociaux qui sont le plus souvent boycottés pour des raisons liées à la protection des données, à raison d'une personne sur trois. Apparemment, le fait que les groupes internet accèdent à des informations personnelles soulève moins d'indignation au quotidien que l'idée que ces informations puissent être largement publiées via les réseaux sociaux.

Méfiance envers la collecte de données par des tiers

Environ la moitié des personnes interrogées est d'avis que plus on saisit de données, plus les offres sont personnalisées. Par contre, la collecte de données personnelles par des tiers est jugée avec un œil critique. Ainsi, si 70% des personnes interrogées utilisent les courriels gratuits et plus de 80% les services de messagerie instantanée, seuls 14% estiment qu'il est acceptable que leurs traces numériques soient utilisées en contrepartie pour élaborer des offres gratuites. L'idée qu'une prestation de service requiert une contrepartie est très peu conscientisée dans le contexte d'internet.

Beaucoup sont pourtant fatalistes: 22% seulement des personnes interrogées estiment qu'elles maîtrisent quelles données personnelles sont collectées. Les jeunes adultes sont encore plus fatalistes que les plus anciens.

L'idée selon laquelle «je n'ai rien à craindre, car je n'ai rien à cacher» est partagée par une majorité des personnes politiquement de droite, mais pas par les personnes du centre ni de gauche. À gauche, il semble que l'on craigne davantage que des personnes puissent être discriminées sans raison.

Il n'est pas non plus étonnant que les personnes interrogées voient d'un œil très critique que des données puissent tomber dans les mains de «hackers et criminels». Il est notable que le fait que l'État suisse ait accès aux données personnelles pose moins de problème que si des voisins ou des connaissances avaient accès aux mêmes données. Outre les hackers et criminels, les banques et assurances, services de renseignements étrangers et les supérieurs hiérarchiques ou l'environnement professionnel sont considérés comme des destinataires sensibles.

Méfiance au plus haut niveau

Une grande partie de la population suisse utilise intensément des offres numériques au quotidien, en général sans se préoccuper de la protection de leurs données

personnelles. Malgré cette ouverture pour la collecte de données numériques, les conséquences personnelles de la numérisation sont évaluées de manière ambivalente. La perspective d'une vie intégralement numérique est perçue avec un grand pessimisme. Un tiers seulement des personnes interrogées approuve l'affirmation suivante: «Le virage numérique engendre avant tout des progrès et apporte de nouvelles possibilités.» La majorité (54%) approuve «en partie» et y voit certes des opportunités, mais aussi des risques. Trois quarts des personnes approuvent au moins en partie être déstabilisées par le développement numérique, car l'Homme deviendrait le jouet de programmes informatiques.

Une large majorité des personnes interrogées part du principe que ceux qui ont accès à des données personnelles gagnent en pouvoir et en influence. Elles savent qui gagne le plus en influence et qui perd le plus. Deux tiers partent du principe que les groupes internationaux gagnent le plus en influence. 74% estiment que ce sont les citoyens qui perdent le plus. Même si on ne considère que l'automesure connectée, le bilan est pessimiste. Seuls 15% estiment que ceux qui enregistrent eux-mêmes leurs données gagnent plus en influence. Il est presque paradoxal que les gagnants et les perdants de l'automesure connectée soient désignés par ceux qui la pratiquent activement. 39% de ceux qui pratiquent activement l'automesure connectée partent du principe que les personnes qui pratiquent l'automesure connectée sont les plus grands perdants de la tendance à l'automesure connectée. Seuls 21% d'entre eux pensent qu'ils sont ceux qui gagnent le plus en influence. Alors que l'automesure connectée est pratiquée spontanément et activement au quotidien, la réflexion à son sujet génère des associations principalement négatives.

Craintes de perte d'individualité

Une liste de dix mots a été présentée aux personnes interrogées, qui devaient sélectionner les trois mots qu'ils associaient le plus avec un monde de saisie totale des données et les trois mots qu'ils associaient le moins avec cette vision. La plupart des mots associés à cette perspective étaient négatifs, principalement «contrôle et surveillance», suivis de «perte d'individualité». Et ce, bien que l'individualisation de la publicité, l'information sur mesure et les produits personnalisés fassent partie des principales promesses de la numérisation. Manifestement, beaucoup accordent plus de poids à l'aspect de la normalisation et de la standardisation. Le progrès technique apporte certes des offres personnalisées, mais celles-ci sont le plus souvent fournies dans de nombreux domaines par un très petit nombre de groupes mondiaux tels que Facebook et Google. Une mesure systématique des comportements sert en outre de base à une normalisation des critères de performance imposés à la population. L'individualisation sur la base d'algorithmes de plus en plus universels est perçue par la plupart des personnes comme une vaine promesse.

Un défi pour la solidarité et la responsabilité individuelle

Une majorité des personnes interrogées (60%) pense que l'accumulation de données numériques personnelles a une influence négative ou très négative sur la solidarité au sein de la société. Un monde de ce genre est souvent associé à des notions de contrôle, d'efficacité et de pression. Les personnes interrogées estiment également que l'enregistrement des données personnelles nuit presque autant à la responsabilité individuelle qu'à la solidarité.

En politique, on oppose souvent la responsabilité individuelle et la solidarité. L'appréciation clairement négative de ces deux aspects montre qu'une baisse de solidarité n'entraîne pas automatiquement une augmentation de la responsabilité individuelle dans la perception de la population. On associe généralement la numérisation à la responsabilité de l'Homme sur la machine. Il en ressort un genre de nounou numérique qui apprend aux Hommes à vivre correctement.

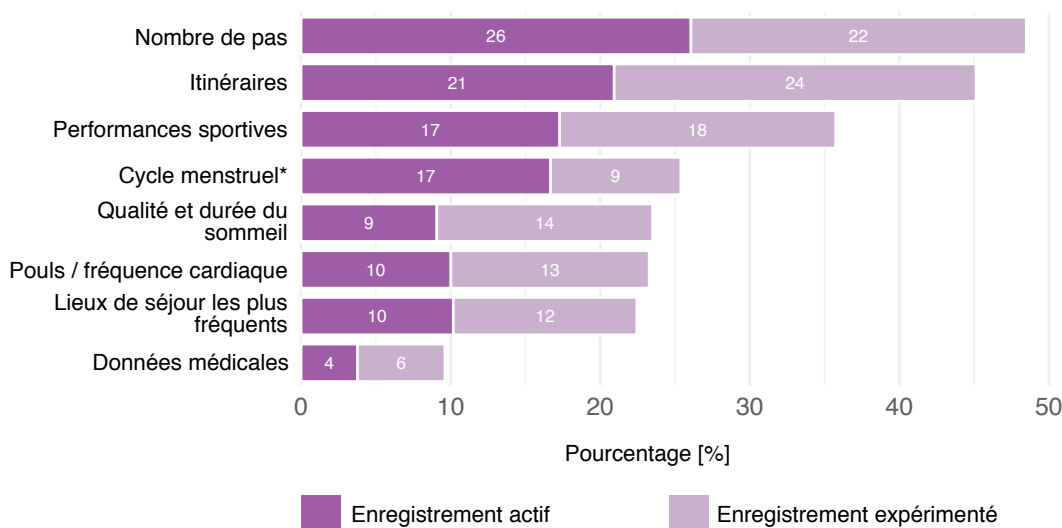
La majorité des personnes interrogées trouve que la solidarité et la responsabilité individuelle sont entravées par la numérisation dans la société. Une majorité trouve également que des contre-mesures s'imposent. Le résultat le plus spectaculaire réside dans le fait que la majorité des personnes interrogées considèrent que la responsabilité d'une amélioration de la situation n'incombe ni à l'État ni aux entreprises, mais à chaque individu. Ainsi, trois quarts des personnes pensent que les individus sont responsables du renforcement de la responsabilité individuelle (notamment).

Les personnes interrogées dessinent une image très sombre d'une société dans laquelle la solidarité et la responsabilité individuelle s'érodent sous l'effet de la numérisation. Malgré une appréciation négative des conséquences de la collecte des données numériques, une grande majorité participe activement à la mesure numérique de la vie, en espérant en tirer des impulsions positives.

2 Mesure connectée en Suisse

De plus en plus de traces de notre vie sont enregistrées numériquement, que ce soit en raison des activités croissantes sur internet ou par le biais d'appareils qui enregistrent de plus en plus d'activités sur le corps. Nous laissons involontairement de nombreuses traces en surfant sur internet ou en communiquant sur des médias numériques. La mesure numérique de la vie s'appuie aussi sur des applis de tracking utilisées sciemment pour enregistrer nos données personnelles. Les habitants de Suisse pratiquent-ils aujourd'hui activement la mesure numérique de leur vie? Le «lifelogging» a-t-il une influence sur leur comportement? Quelles applications numériques évitent-ils afin de ne pas laisser de traces?

2.1 Lifelogging: le fameux podomètre



* Pourcentage de femmes

Figure 1: Activités par fréquence d'enregistrement numérique

Le comptage des pas au moyen d'un smartphone ou d'un bracelet fait partie des formes les plus courantes de lifelogging, et c'est d'ailleurs la plus populaire (cf. figure 1). 26% des personnes interrogées indiquent le faire régulièrement. 22% ont déjà enregistré et examiné leurs pas, mais n'en tiennent plus compte régulièrement. L'enregistrement d'itinéraires de randonnée, de trajets à vélo ou en voiture est également très apprécié: environ un cinquième des personnes vivant en Suisse le font régulièrement. Au troisième rang, on trouve les performances sportives, qui sont enregistrées par 17% des personnes interrogées. L'enregistrement du cycle menstruel revêt une importance particulière. Il est pratiqué par 17% des femmes adultes. Mais si l'on ne considère que les femmes de 18 à 35 ans,

cette part atteint 37%. Pour cette tranche d'âge, aucun autre paramètre n'est enregistré plus systématiquement que le cycle menstruel. La saisie de données médicales, par contre, est assez peu répandue.

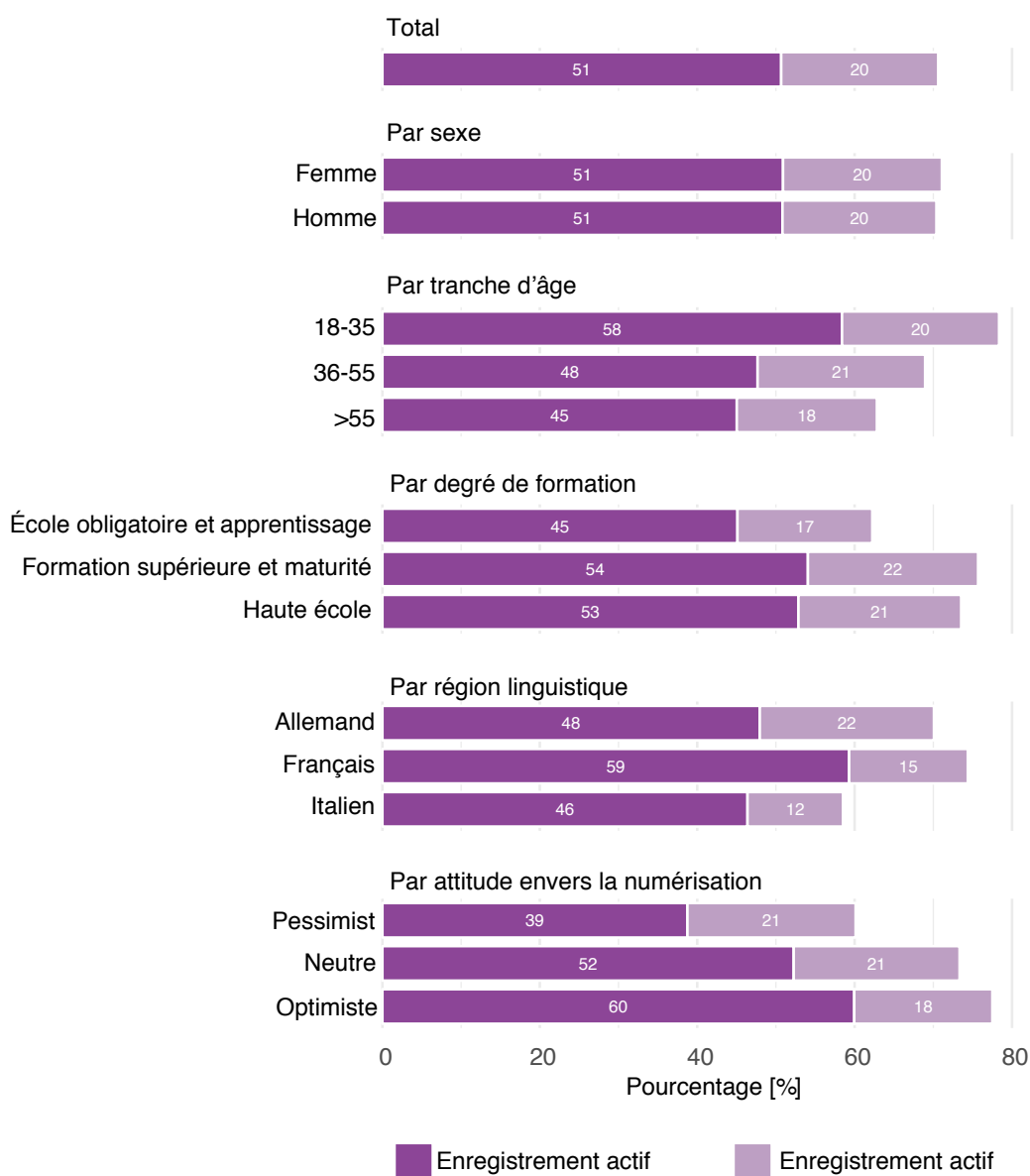
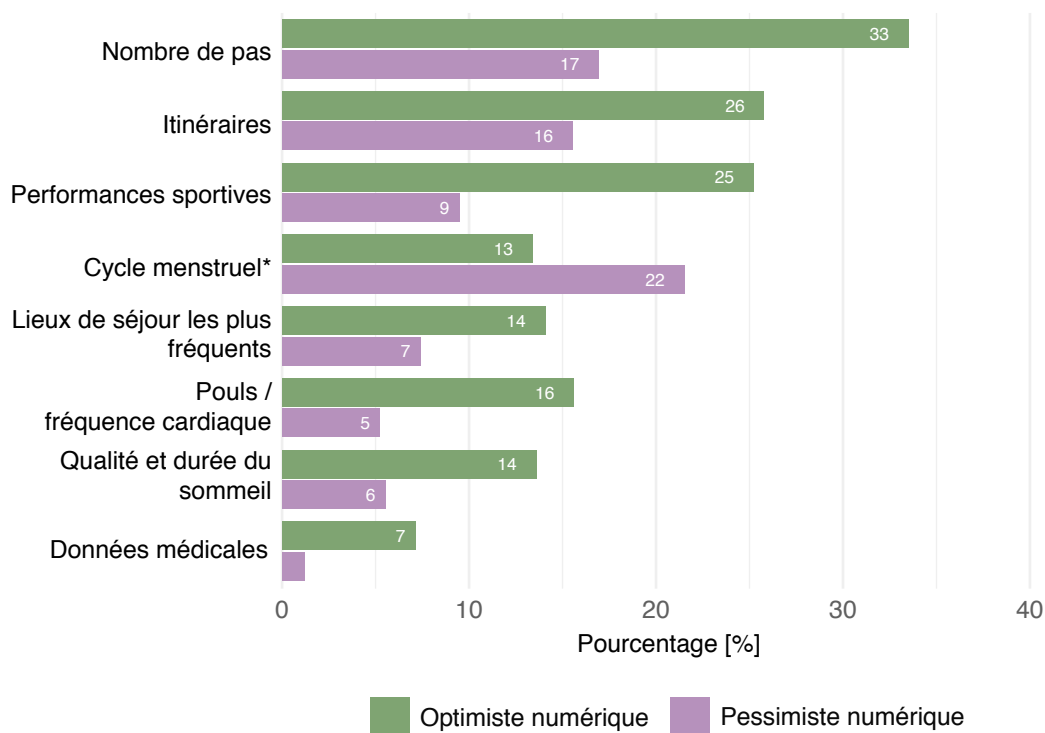


Figure 2: Part des personnes interrogées qui enregistrent ou ont enregistré au moins une activité

Le lifelogging commence à se répandre largement en Suisse. 71% des personnes interrogées indiquent avoir déjà enregistré une fois au moins l'une des activités proposées (cf. figure 2). Une bonne moitié des personnes interrogées pratique régulièrement au moins l'une des formes de mesure connectée proposées. Il apparaît que les habitants de Romandie sont un peu plus actifs dans ce domaine que ceux de Suisse alémanique et de Suisse italienne. Les personnes sans formation

supérieure sont un peu moins actives que les autres. On n'observe pratiquement aucune différence entre les hommes et les femmes. Nous reviendrons plus tard sur les différences en fonction de l'âge.

Les positions vis-à-vis de la numérisation coïncident fortement avec l'intensité de l'automesure connectée. Ainsi, 60% des optimistes numériques pratiquent le lifelogging actif, alors qu'ils ne sont que 39% à le faire parmi les personnes sceptiques envers les conséquences de la numérisation.



* Pourcentage de femmes

Figure 3: Différences dans la régularité d'enregistrement d'activités entre les personnes pessimistes envers la numérisation et les personnes optimistes

La figure 3 montre que cette différence entre les plus optimistes et les plus pessimistes s'applique à toutes les formes de mesure connectée – à une exception près: le cycle menstruel. Celui-ci est enregistré par 22% des pessimistes envers le numérique, et par seulement 13% des optimistes. Pourquoi le modèle diverge-t-il si clairement de tous les autres domaines pour ce seul secteur? En calculant la date de l'ovulation, des applis du type «Natal Cycles» ou «Ava» permettent une contraception «naturelle» sans hormones. De manière générale, l'enregistrement numérique du cycle menstruel n'est intéressant que si le cycle n'est pas déterminé par la prise de la pilule. Le fait que les pessimistes envers le numérique misent encore plus que les optimistes sur la mesure de leur cycle naturel montre

qu'elles sont encore plus sceptiques envers la contraception hormonale qu'envers l'automesure connectée.

Comme le montre la figure 2 ci-dessus, les jeunes adultes sont plus nombreux que les plus vieux à avoir testé l'automesure connectée et à en pratiquer activement une forme ou une autre. Il ne faudrait cependant pas en conclure que les jeunes y adhèrent plus facilement et les plus anciens se contentent de l'essayer.

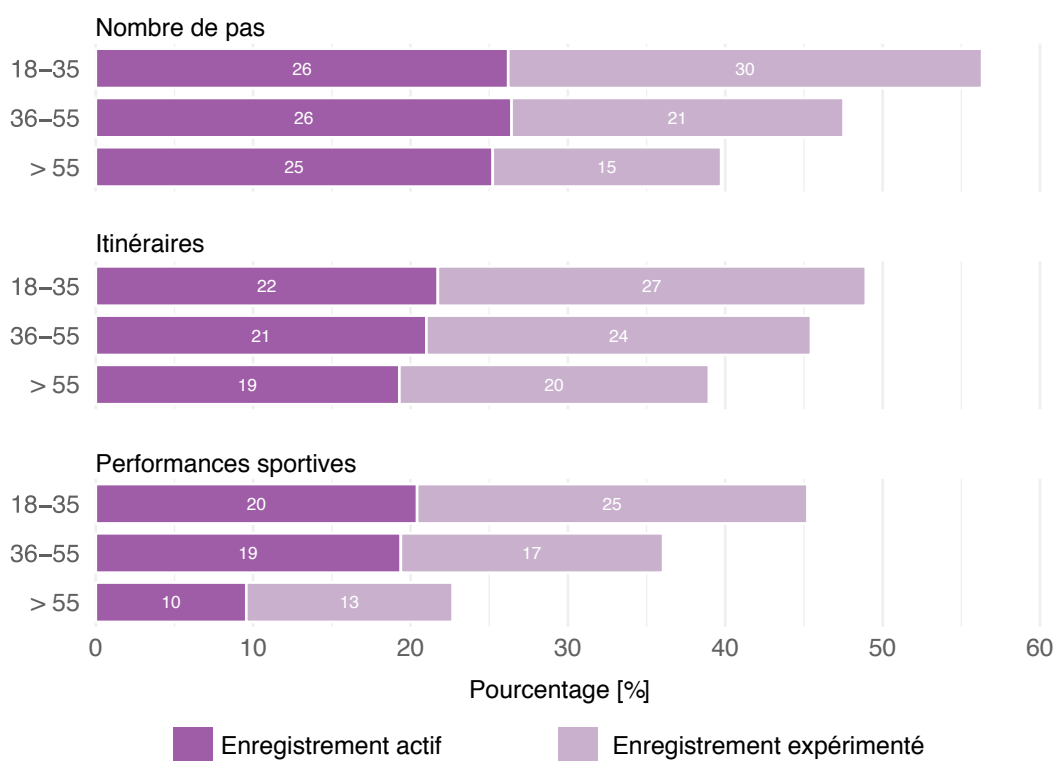
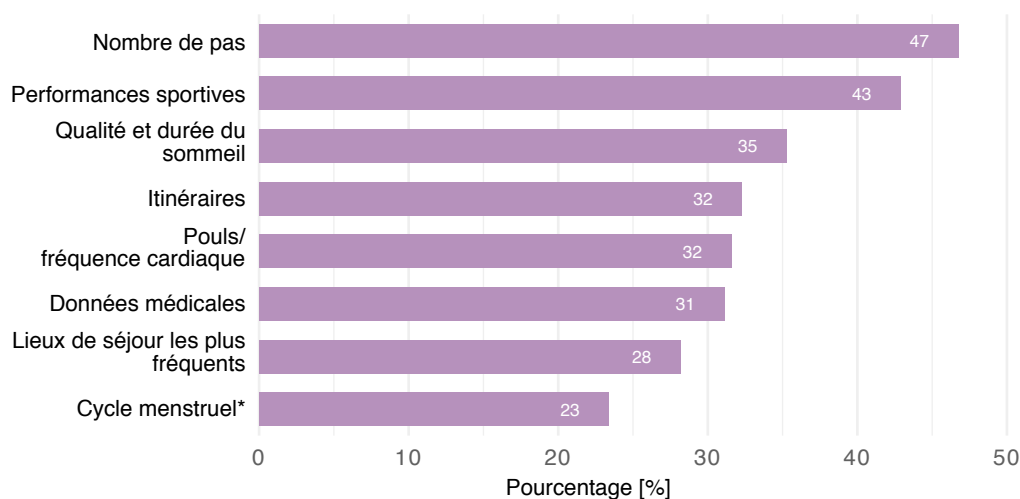


Figure 4: Les trois activités le plus souvent enregistrées, par tranche d'âge

Les plus anciens se limitent en général à quelques activités, mais ils y restent une fois qu'ils ont essayé. La figure 4 montre que cela est particulièrement vrai pour le comptage des pas. On n'observe ici aucun fossé entre les tranches d'âge, bien que les jeunes soient beaucoup plus nombreux à l'avoir déjà testé. Les personnes âgées ne sont clairement en reste que pour l'enregistrement régulier de performances sportives. Dans ce domaine, ce sont les tranches d'âge moyennes qui présentent le rapport le plus équilibré entre l'expérimentation et la pratique régulière.

2.2 Changements de comportement grâce à la mesure connectée

La moitié de la population adulte enregistre régulièrement des activités. Ces mesures entraînent-elles des changements de comportement ou servent-elles uniquement d'information? De ce point de vue, l'enquête aboutit à un constat en demi-teinte.



* Pourcentage de femmes

Figure 5: Enregistrements ayant entraîné des changements durables de comportement (part des personnes interrogées qui enregistrent régulièrement le paramètre concerné)

Comme le montre clairement la figure 5, l'automesure connectée entraîne principalement dans deux domaines des changements de comportement durables. Près de la moitié de ceux qui indiquent compter et analyser régulièrement leurs pas sont d'avis que cela a entraîné des changements de comportement durables de leur part. Cette part atteint tout de même 43% parmi les personnes enregistrant leurs performances sportives. Parmi les domaines examinés, ce sont les deux pour lesquels le «maintien de la forme» est au premier plan. L'automesure connectée semble surtout produire un effet quand il s'agit de se motiver à pratiquer des activités de fitness. Ces pourcentages ne s'appliquent cependant qu'à la partie de la population qui a continué à s'enregistrer. Les enregistrements liés à la santé, comme la durée de sommeil, la fréquence cardiaque et les données médicales à proprement parler, semblent avoir moins d'effets. Environ un tiers des personnes qui les pratiquent régulièrement indiquent qu'ils ont contribué à changer leur comportement. L'enregistrement du cycle menstruel est celui qui entraîne le moins de changements de comportement (23%).

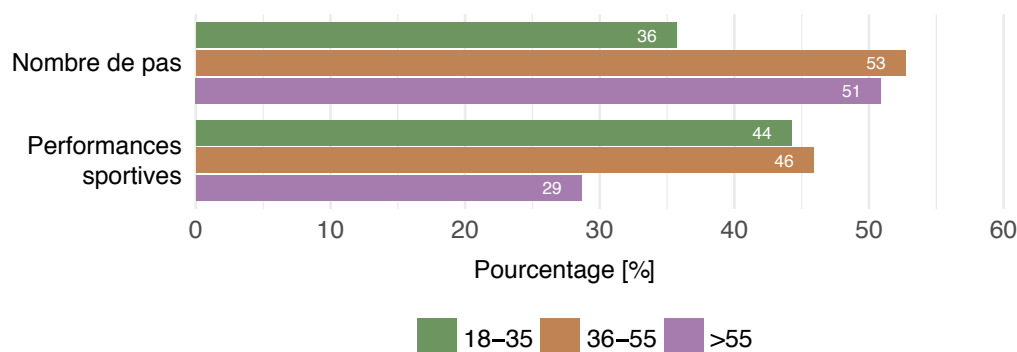


Figure 6: Enregistrements dans le domaine du sport et de l'activité physique ayant entraîné des changements durables de comportement, par tranche d'âge (part des personnes interrogées qui enregistrent régulièrement le critère concerné)

L'enregistrement des activités de fitness a des effets différents selon les classes d'âge. La figure 6 montre la part des personnes pour lesquelles l'enregistrement régulier a entraîné des changements de comportement durables. Alors que pour les tranches d'âge les plus jeunes, c'est principalement l'enregistrement des performances sportives qui a permis des changements de comportement, pour les plus anciens c'est l'enregistrement régulier du nombre de pas. Apparemment, l'enregistrement a d'autant plus d'influence que l'activité est adaptée à l'âge. L'effet le plus important de l'enregistrement d'activités de fitness est observé pour la tranche d'âge moyenne des 36 à 55 ans.

2.3 Souhait de mesures connectées plus généralisées

Si elles pouvaient mesurer en continu et automatiquement leur propre état de santé, leur consommation de calories ou la qualité de l'air, de nombreuses personnes le feraient volontiers. Nous avons proposé cinq paramètres dont l'enregistrement est encore partiellement utopique aujourd'hui, mais qui pourraient bientôt devenir réalité vu la vitesse du progrès technique. Deux tiers des personnes interrogées indiquent s'intéresser à l'enregistrement d'au moins un des paramètres proposés (cf. figure 7). Le plus gros succès est promis à une appli qui permettrait de surveiller sa propre consommation de courant et de ressources naturelles, plébiscitée par environ la moitié des personnes interrogées. Environ un tiers aimerait enregistrer le nombre de calories de sa nourriture ainsi que sa consommation de calories.

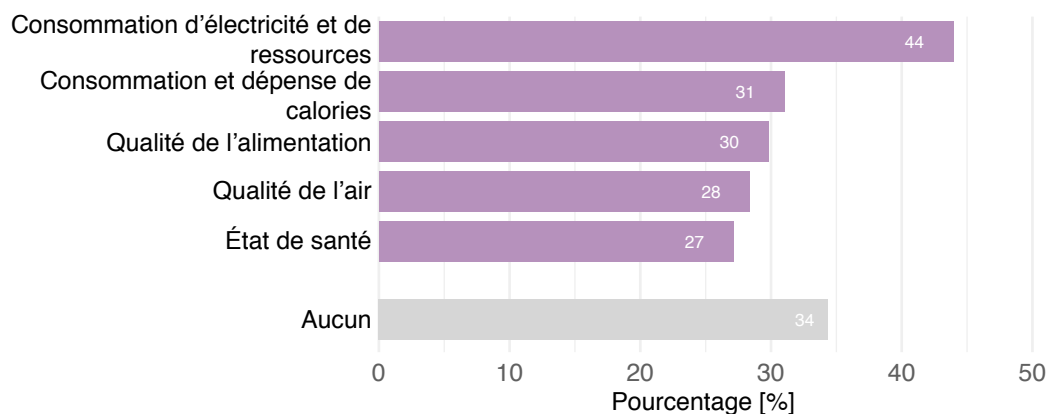
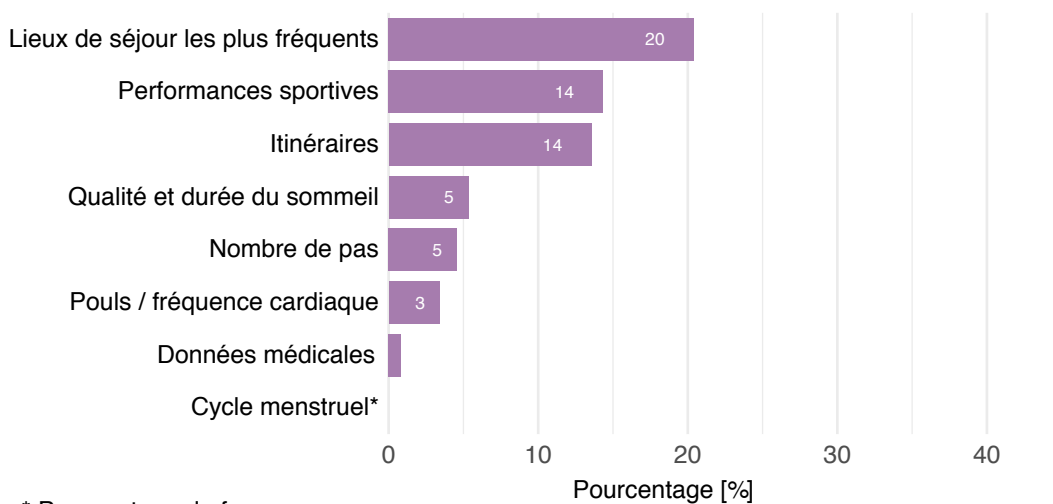


Figure 7: Saisie automatique souhaitée, si possible

Une large majorité souhaiterait davantage d'automesure connectée. Le potentiel n'est donc manifestement pas encore épuisé. Si le progrès technique le permettait, de nombreuses personnes enregistreraient encore plus de paramètres personnels qu'elles ne le font déjà.

Les représentants les plus actifs de l'idée du lifelogging ne s'intéressent pas seulement à l'enregistrement des traces de leur vie, mais aussi au partage avec d'autres. Le mouvement Quantified Self reste cependant un phénomène marginal en Suisse. Seule une petite partie de la population partage certaines mesures connectées avec d'autres.



* Pourcentage de femmes

Figure 8: Part des personnes qui partagent les données correspondantes sur internet parmi celles qui les enregistrent régulièrement

Ainsi, un cinquième des 10% qui enregistrent régulièrement leur emplacement le partagent sur internet, principalement sur des services de recommandation tels que Foursquare et Tripadvisor. Le partage de trajets et de performances

sportives est plus répandu. Il est pratiqué par seulement 14% des personnes qui les enregistrent régulièrement, mais la part de la population qui partage ces données est plus importante, car ces données sont enregistrées plus souvent, par 21% (trajets) et 17% (sport) des personnes interrogées. Le pourcentage reste cependant très faible pour tous les adultes.

2.4 Désactivation ciblée de la mesure connectée

L'enregistrement d'informations de vie est largement répandu en Suisse. Mais la désactivation volontaire de fonctions sur le smartphone afin de ne pas laisser de traces numériques est également très courante.

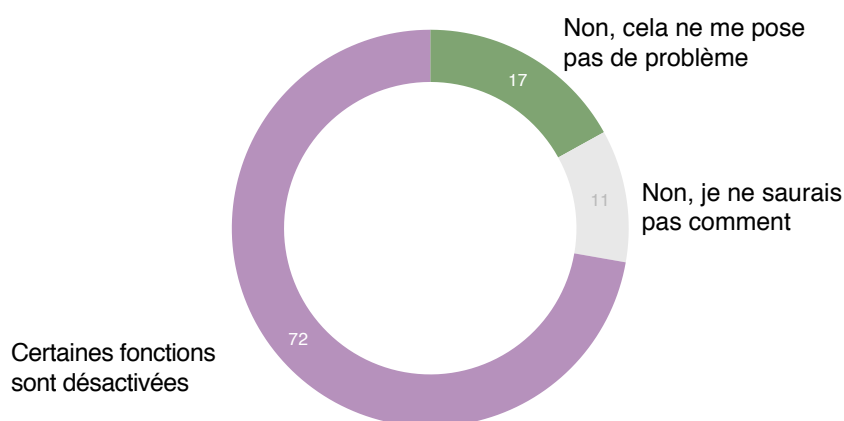


Figure 9: Part des personnes qui ont désactivé certaines fonctions sur leur smartphone pour des raisons de protection des données

72% des personnes interrogées possédant un smartphone indiquent désactiver certaines fonctions afin d'empêcher l'enregistrement de traces numériques. Seulement 17% n'ont aucun problème avec les fonctions qui enregistrent et partagent des données. Ces personnes ne voient aucune raison de désactiver des fonctions. 11% des personnes indiquent ne pas désactiver ces fonctions sur leur smartphone, car elles ne savent pas comment le faire.

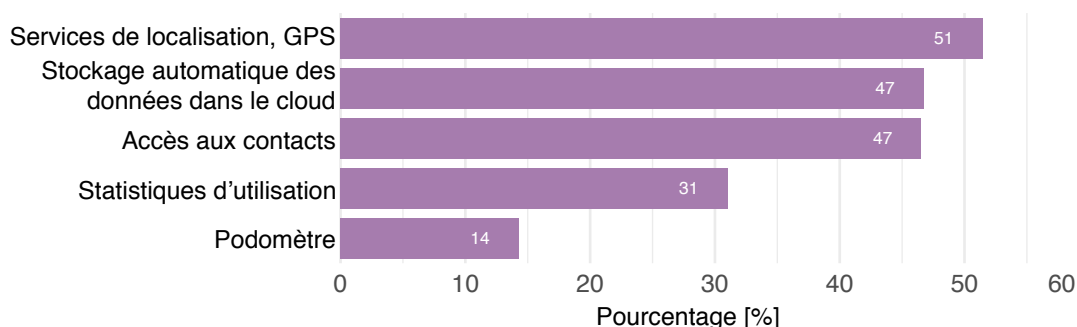


Figure 10: Fonctions désactivées pour des raisons de protection des données

Les fonctions les plus souvent désactivées sont les services de géolocalisation. Environ la moitié des personnes interrogées possédant un smartphone indique les désactiver pour des raisons liées à la protection des données. De même, presque la moitié affirment avoir désactivé l'enregistrement automatique de données sur le cloud et l'accès aux contacts. Pour le podomètre, l'application d'automesure la plus populaire, la plupart des personnes interrogées sont sans crainte: seulement 14% indiquent l'avoir désactivée.

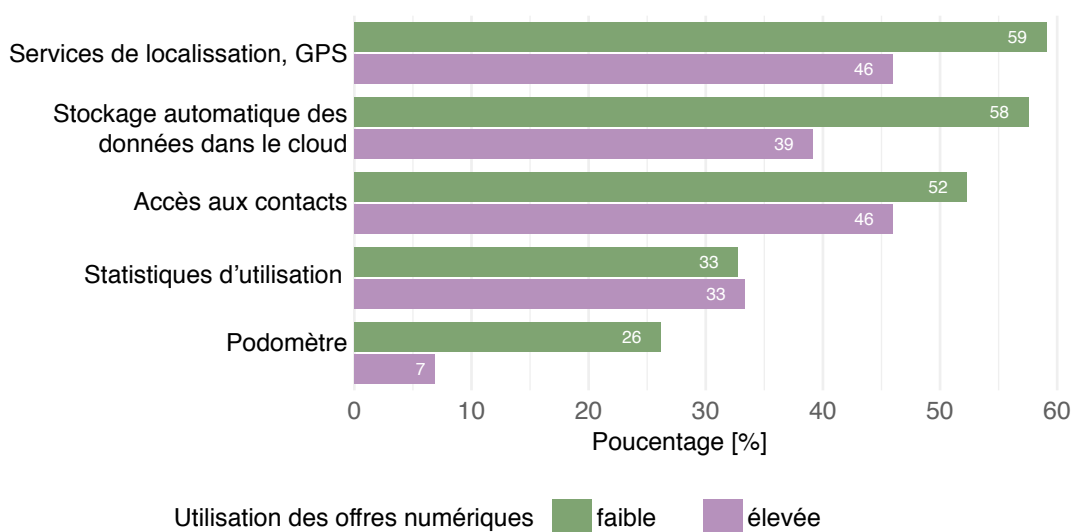


Figure 11: Fonctions désactivées pour des raisons de protection des données, selon le comportement d'utilisation

On conçoit aisément que la désactivation de fonctions sur le smartphone dépend de son utilisation. La figure 11 montre la répartition des fonctions désactivées en fonction de l'utilisation des participants. Les personnes interrogées qui utilisent les offres numériques de manière peu intensive indiquent plus souvent désactiver la plupart des fonctions que celles qui les utilisent régulièrement. Cette différence est la plus importante pour le podomètre et l'enregistrement automatique des

données sur le cloud (19% chacun). Seul l'accès aux contacts est autant désactivé par les utilisateurs intensifs que par les moins actifs.

2.5 Pratiquement aucune limite aux applications sur internet

Les différentes fonctions du smartphone laissent des traces numériques, mais c'est aussi le cas de toutes les activités sur internet. Que ce soient les recherches, les achats en ligne ou les posts sur Facebook – chaque mouvement sur internet constitue un élément de mesure connectée. Quelle en est l'influence sur le comportement? Évite-t-on des applications en raison du risque d'abus avec les données collectées?

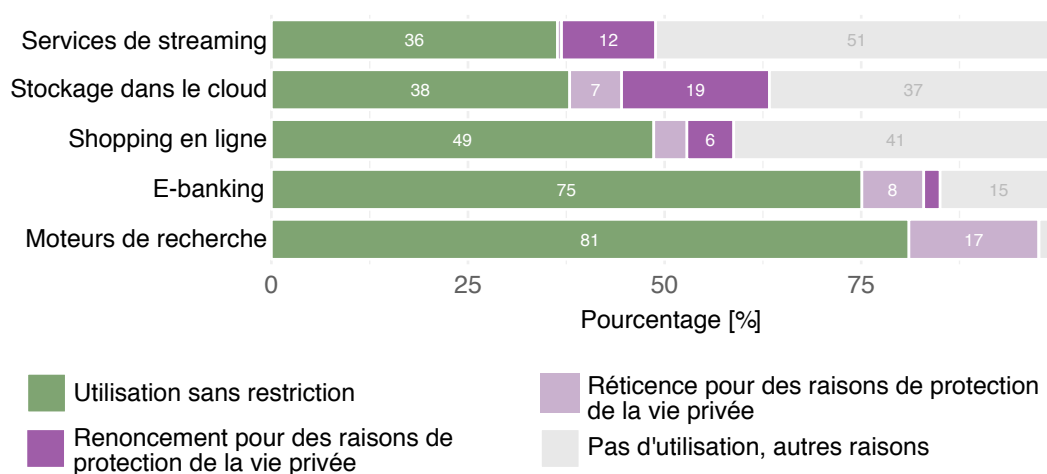


Figure 12: Utilisation de services en ligne

La figure 12 montre les applications numériques utilisées par les personnes interrogées et dans quelle mesure le besoin de protéger ses données personnelles influence le comportement. Alors que la désactivation de certaines fonctions sur le smartphone afin de protéger ses données est largement répandue, une minorité de personnes limitent leurs activités en ligne pour ces mêmes raisons. C'est notamment le cas de l'utilisation de moteurs de recherche. Bien que les recherches sur internet trahissent beaucoup de choses sur les préférences personnelles et les centres d'intérêt, pratiquement personne en Suisse ne renonce à ce service pour des raisons liées à la protection des données. 81% des personnes interrogées utilisent les moteurs de recherche sans restriction. 17% avouent quand même les utiliser avec réticence afin de protéger leur vie privée. Quand il s'agit de quelque chose du quotidien et d'une grande utilité, les craintes concernant la protection des données sont reléguées au second plan. De même, seulement 6% des personnes interrogées renoncent aux achats en ligne pour des raisons de protection des données.

La protection des données est la raison la plus fréquemment invoquée pour le renoncement à l'enregistrement des données dans le cloud via internet: c'est le cas d'un cinquième des personnes interrogées. Contrairement à la recherche sur le web, l'enregistrement dans le cloud ne fait pas encore partie des routines indispensables – à peine la moitié l'utilise. Il ressort que ce sont principalement les personnes qui utilisent généralement peu d'applications numériques qui renoncent à l'enregistrement sur le cloud pour des raisons de protection des données. Les utilisateurs intensifs du smartphone et de l'ordinateur y renoncent surtout pour d'autres raisons. Il est étonnant de constater que 12% indiquent renoncer aux services de streaming tels que Netflix ou Spotify pour des raisons de protection des données, alors que ces services ne révèlent pas beaucoup plus que les goûts personnels en matière de films ou de musique. En revanche, pratiquement personne ne renonce à l'e-banking dans le but de protéger ses données personnelles. Et ce, alors que les Suisses sont considérés comme particulièrement attentifs au respect de leur vie privée en ce qui concerne les questions financières.

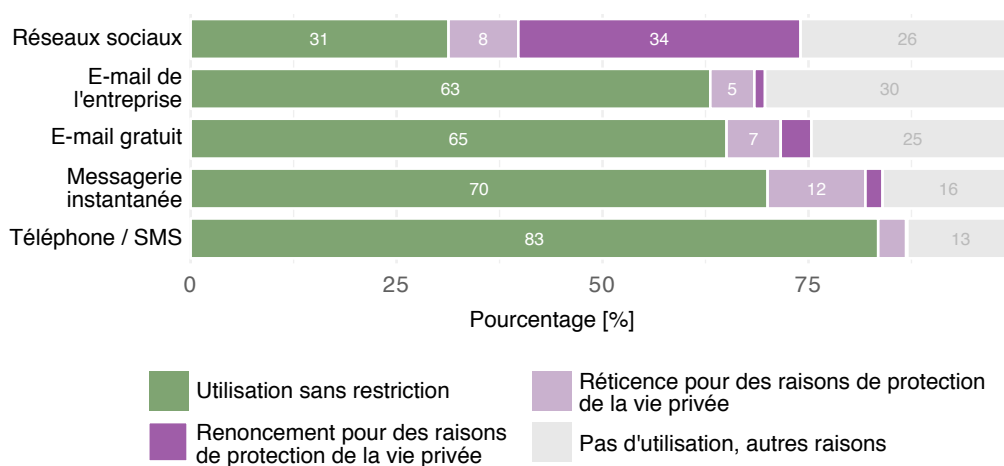


Figure 13: Utilisation de canaux de communication

Les besoins numériques dans le domaine de la communication répertoriés dans la figure 13 illustrent de manière encore plus frappante la sensibilité aux problèmes de confidentialité des données que les applications déjà évoquées. Ainsi, seulement 3% des personnes interrogées renoncent aux messageries personnelles gratuites pour des raisons de protection des données, et seulement 1% se passe des messageries instantanées telles que WhatsApp pour ces mêmes raisons. Seule exception: la communication sur les réseaux sociaux. 34% l'évitent explicitement afin de ne pas divulguer d'informations personnelles. 8 autres pour cent indiquent ne les utiliser qu'avec réticence pour ces mêmes raisons.

Le fort contraste entre les médias sociaux et les autres canaux de communication numériques souligne le simplisme de la sensibilité à la protection de la vie privée. Les groupes internet ont en effet également accès aux données personnelles lors

de l'utilisation de messageries personnelles gratuites. Et le si populaire WhatsApp appartient au groupe Facebook. Le scepticisme à l'égard des réseaux sociaux révèle deux choses: premièrement, le fait que les groupes internet accèdent à des données personnelles se heurte au quotidien à une résistance beaucoup moins importante que l'idée que ces informations pourraient être rendues publiques via les réseaux sociaux. Deuxièmement, de nombreux articles de presse relatant les déconvenues d'utilisateurs de réseaux sociaux ont visiblement accru la sensibilité dans ce domaine.

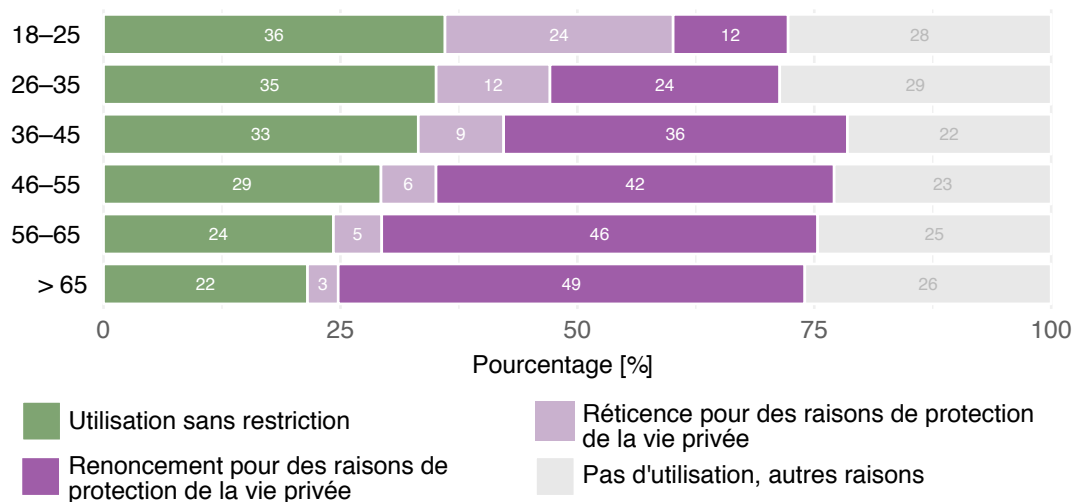


Figure 14: Utilisation du canal de communication «Réseaux sociaux», par tranche d'âge

Contrairement aux services de messagerie tels que WhatsApp, les réseaux sociaux sont plus souvent utilisés par les jeunes que par les plus anciens. Comme le montre la figure 14, les personnes d'un certain âge avouent beaucoup plus souvent que les jeunes ne pas utiliser les réseaux sociaux dans un souci de protection de leurs données personnelles. Parmi les personnes qui renoncent aux réseaux sociaux pour d'autres raisons, il ne ressort aucune différenciation par tranche d'âge. On peut à nouveau en conclure que l'argument de la protection des données personnelles est surtout avancé quand le besoin d'utiliser quelque chose n'est pas très marqué. C'est le cas par exemple des personnes d'un certain âge, pour lesquelles les réseaux sociaux sont moins importants dans leurs échanges quotidiens que pour les plus jeunes, qui doivent encore s'affirmer dans leurs groupes de pairs. En revanche, les réticences exprimées envers les réseaux sociaux sont beaucoup plus marquées chez les plus jeunes que chez les plus anciens.

2.6 Déficit de connaissance du mode incognito

La navigation en «mode privé» ou «incognito» permet d'effacer ses propres traces sur internet. En mode privé, l'historique du logiciel de navigation, les données des formulaires et les cookies ne sont pas enregistrés sur l'appareil de l'utilisateur. Ce mode ne permet cependant pas de ne pas laisser de traces sur internet. La raison de l'utilisation du mode incognito évoquée par les personnes interrogées est par conséquent intéressante, notamment parce qu'elle révèle des idées fausses sur la saisie des données sur internet.

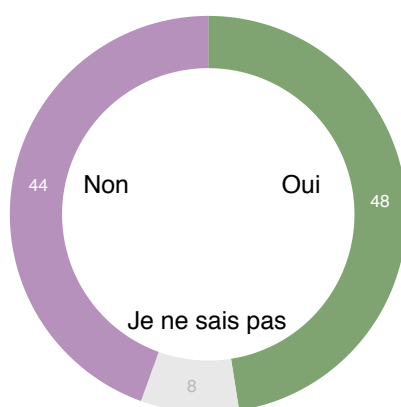


Figure 15: Utilisation du mode incognito sur le logiciel de navigation

Environ la moitié des personnes interrogées indique surfer occasionnellement en «mode privé» ou «incognito» sur internet (voir figure 15). L'utilisation du mode incognito dépend fortement de l'âge des personnes interrogées: une majorité des personnes jeunes utilise le mode privé, alors que la majorité des personnes d'un certain âge ne l'utilisent pas. La part de ceux qui ne connaissent pas le mode privé augmente proportionnellement à l'âge (cf. figure 16).

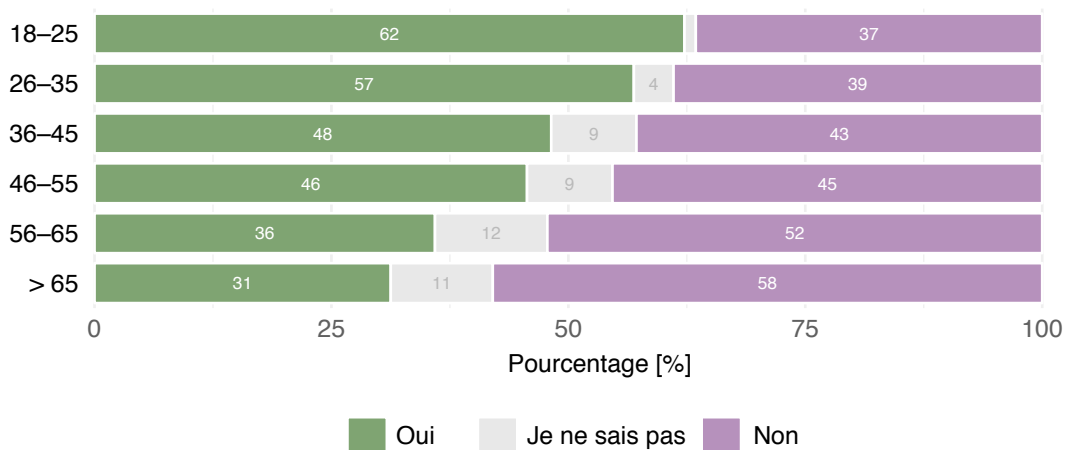


Figure 16: Utilisation du mode incognito par tranche d'âge

La figure 17 montre les raisons invoquées pour l'utilisation du mode incognito. La majorité des personnes interrogées qui surfent en mode privé souhaitent refuser leurs traces de données aux fournisseurs de sites web et groupes internet. Mais dans la réalité, c'est très rarement le cas. Seul l'enregistrement de cookies est bloqué. L'enregistrement de l'adresse IP et de la configuration de l'appareil de l'utilisateur est toujours possible. Le mode privé ne protège pas non plus les traces de données de l'utilisateur contre l'État – 28% des personnes qui utilisent le mode privé avancent pourtant cette raison. Cela montre que de nombreuses personnes en Suisse sont mal informées sur les moyens d'empêcher l'enregistrement de leurs propres traces de données.

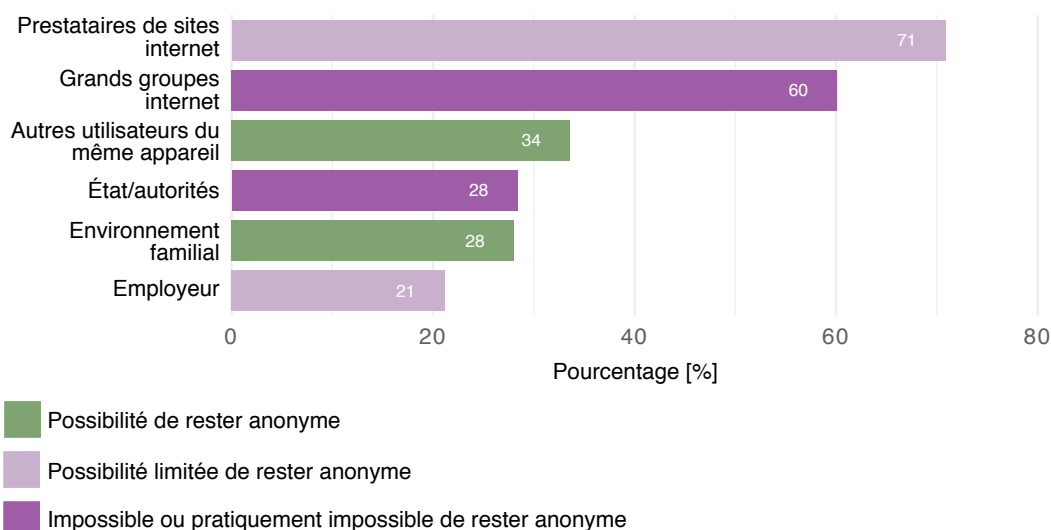


Figure 17: Contre qui les utilisateurs du mode incognito veulent-ils protéger leurs données (la couleur indique si cette protection peut être assurée par le mode privé)

Un tiers des personnes interrogées utilisant le mode privé souhaitent cacher leurs données à leur famille et aux autres utilisateurs du même appareil. C'est également possible: en mode privé, aucune donnée reconnaissable par des utilisateurs normaux n'est enregistrée sur l'appareil. En outre, un cinquième des personnes interrogées utilisant le mode privé veulent protéger leurs traces de données contre leur employeur. Là encore, c'est très rarement le cas, puisque les informations sur les pages visitées sont accessibles par l'administration réseau.

De nombreuses personnes interrogées ont des attentes envers le mode privé qui dépassent les possibilités de cette fonction. Quelles sont les causes de cette surestimation ou sous-estimation des possibilités du mode incognito? Afin de répondre à cette question, les personnes qui utilisent le mode incognito ont été réparties en deux groupes: celles qui utilisent sciemment le mode incognito et celles qui l'utilisent sur la base de fausses suppositions. Dans la figure 18, cette division est répartie selon différentes variables sociodémographiques. L'analyse statistique (régression logistique) du lien montre que la «légitimité» de l'utilisation du mode incognito dépend principalement de l'âge et de la posture envers la numérisation, mais pas du niveau de formation, du sexe ou d'autres facteurs.

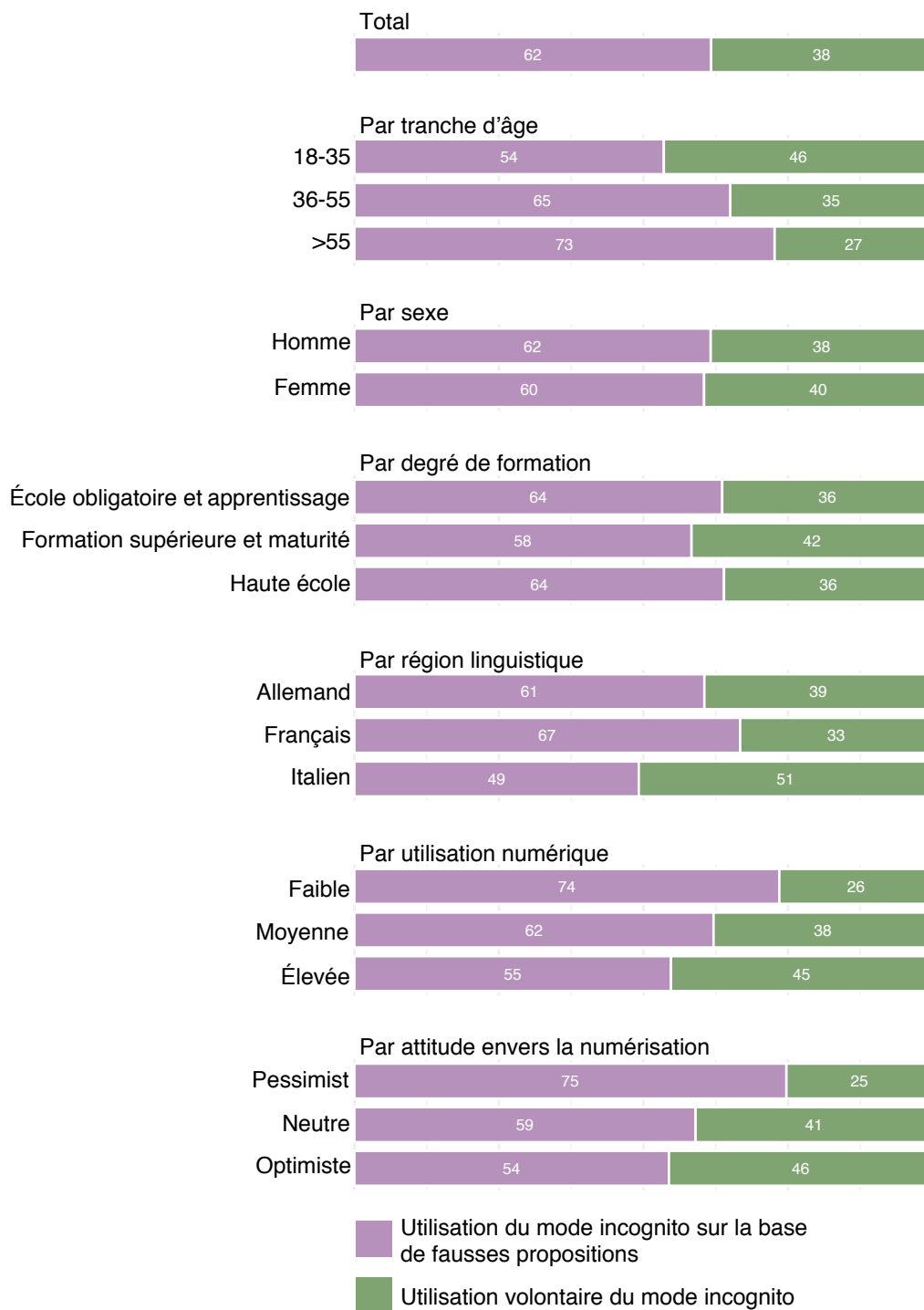


Figure 18: Nature de l'utilisation du mode incognito, selon différents critères

3 Posture envers la collecte de données par des tiers

3.1 De meilleures offres grâce aux données collectées?

Le fait de «liker», partager, commenter, chercher et acheter en ligne ainsi que le comportement dans le domaine numérique en général laisse des traces numériques. Cette trace peut être plus ou moins personnalisée, détaillée ou vague. La population suisse est partagée sur l'utilité de la collecte de ces données par des tiers afin de personnaliser les offres. Environ la moitié des personnes interrogées approuvent l'affirmation selon laquelle plus le volume de données est important, plus les offres sont personnalisées (cf. figure 19). 29% l'approuvent au moins en partie et seule une minorité de 22% ne l'approuvent pas.

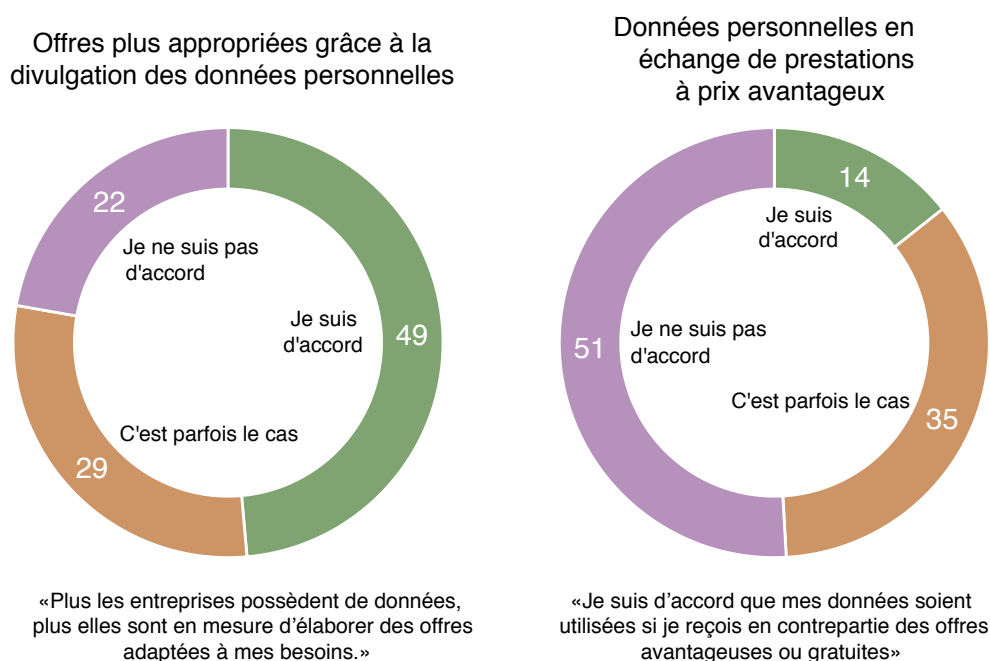


Figure 19: Estimation de l'utilité de la divulgation de données personnelles

Alors que l'utilité de la collecte de données pour l'amélioration de l'offre est en général reconnue, le scepticisme est grand envers la collecte de données comme contrepartie d'une prestation à prix avantageux. Seule une minorité de 14% trouve cela acceptable. Environ la moitié des personnes interrogées le refuse catégoriquement. C'est d'autant plus notable que de nombreuses personnes recourent au quotidien à des prestations à prix réduit ou même gratuites, par exemple à

des services de messagerie ou de courriel, et acceptent ainsi implicitement cet échange commercial.

Les personnes qui utilisent explicitement des offres gratuites sur internet sont moins critiques envers l'échange de données personnelles contre des offres à prix réduit que les personnes qui renoncent à ces offres. C'est ce que montre la figure 20. Cependant, presque la moitié des utilisateurs réguliers de services de courriel gratuits trouvent cela anormal que cet échange ait lieu. Seulement 16% approuvent totalement ce principe, et 38% l'approuvent en partie. Le rejet du principe «Prestation contre données» est moins marqué chez les utilisateurs réguliers des réseaux sociaux (39%). Mais leur approbation est là encore assez faible (18%). La majorité relative (43%) n'approuve ce principe qu'en partie.

La pratique largement répandue consistant à bénéficier de prestations gratuites sur internet contraste avec le refus presque aussi répandu ou du moins la critique du modèle commercial à la base de ces offres. Plus de 70% utilisent des services de courriel gratuits, plus de 80% des services de messagerie instantanée, et pourtant seule une petite minorité considère qu'une contrepartie indirecte via la saisie de données personnelles serait raisonnable. L'anonymat d'internet, la domination de grands groupes et la «culture de la gratuité» très répandue sont visiblement à l'origine d'un genre de «communisme d'internet», qui ne laisse aucune place à une réciprocité entre l'offre et la demande, mais qui permet à chacun de se nourrir en fonction de ses propres besoins.

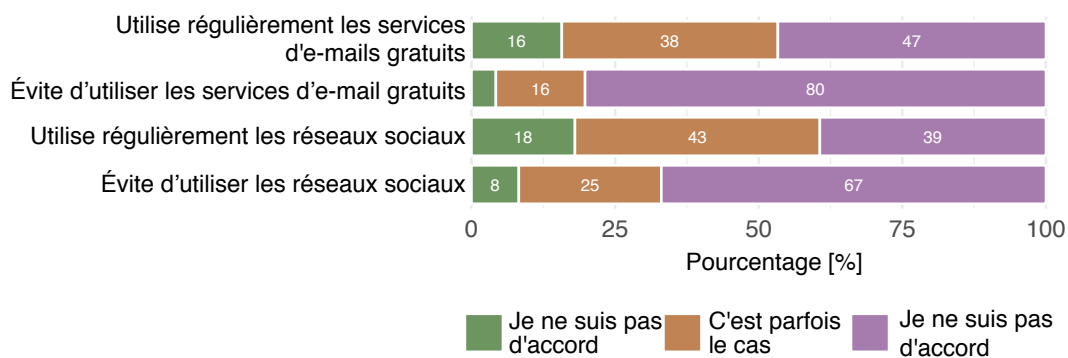


Figure 20: Approbation de l'affirmation «J'estime qu'il est acceptable que mes données soient utilisées si je bénéficie en contrepartie d'offres gratuites ou à prix réduit» selon le comportement d'utilisation d'offres gratuites

3.2 Contrôle de ses propres données

Pour pouvoir influencer la nature et l'objectif du traitement de ses données personnelles, l'utilisateur doit pouvoir contrôler ses données personnelles. L'étude révèle que seuls 22% des personnes interrogées supposent pouvoir contrôler

elles-mêmes une grande partie des données personnelles qui sont collectées. Environ 40% sont d'avis qu'elles peuvent influencer au moins en partie l'étendue de la collecte de données. Environ 40% pensent qu'elles n'ont aucune influence (cf. figure 21).

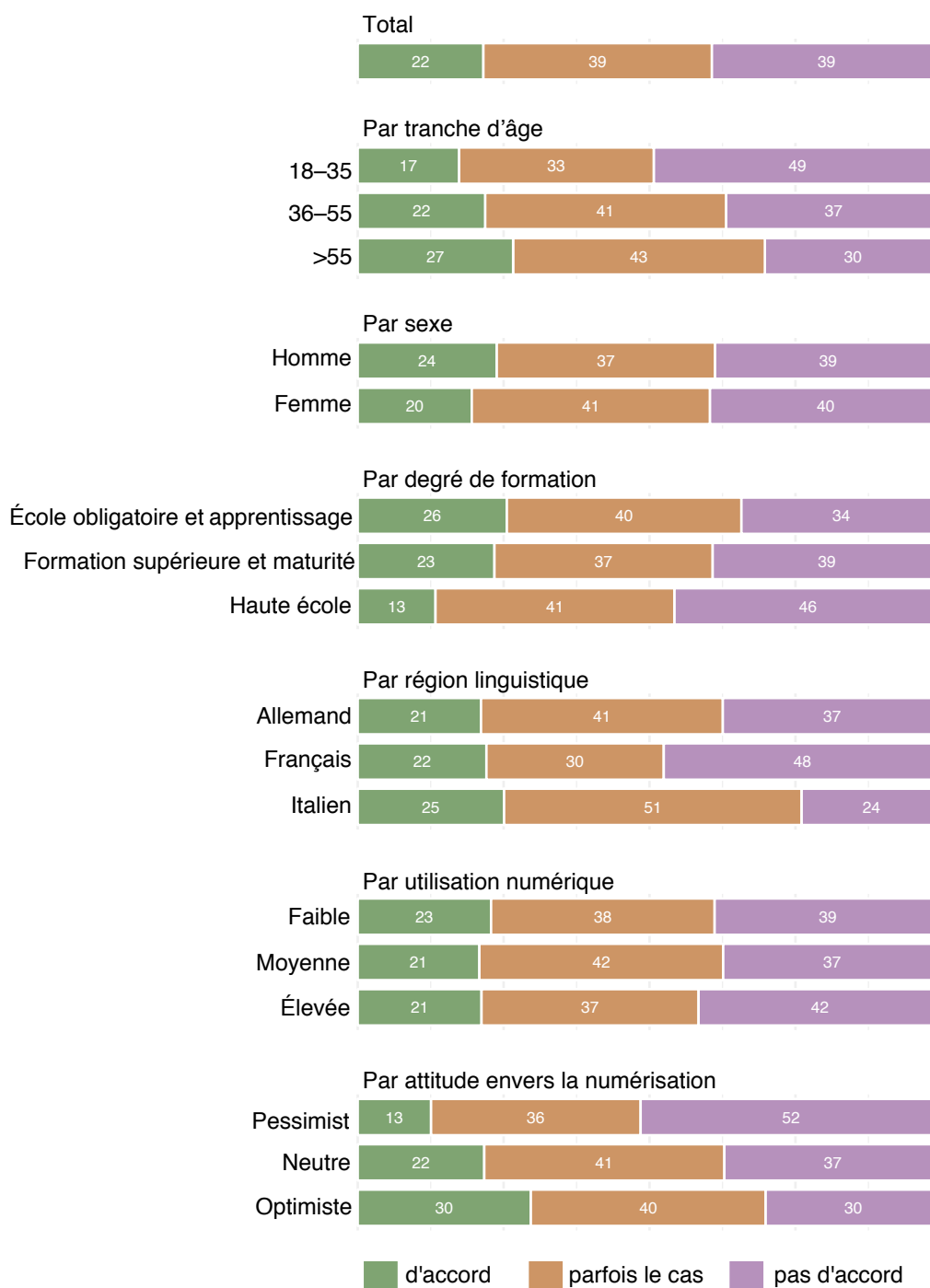


Figure 21: Approbation de l'affirmation «Je peux en grande partie contrôler les données personnelles qui sont enregistrées», selon différents critères

On constate dans ce domaine une différence entre les générations – les jeunes adultes paraissant plus fatalistes que les plus anciens. L'orientation politique joue également un rôle, même secondaire. Ainsi, les personnes qui s'identifient à des partis de gauche sont plus sceptiques envers la possibilité de contrôle des données personnelles que les personnes plutôt de droite.

Les positions envers la numérisation se reflètent dans la conviction de pouvoir ou non influencer l'enregistrement des données. 30% seulement des personnes optimistes envers la numérisation pensent qu'elles ne peuvent pas l'influencer, alors que c'est le cas de 52% des personnes pessimistes. Cela montre que les attentes envers la numérisation dépendent également de l'impression de se sentir totalement livré ou du sentiment de pouvoir maîtriser les choses. L'intensité d'utilisation des offres numériques n'a en revanche qu'une influence minimale sur l'estimation de leur propre influence.

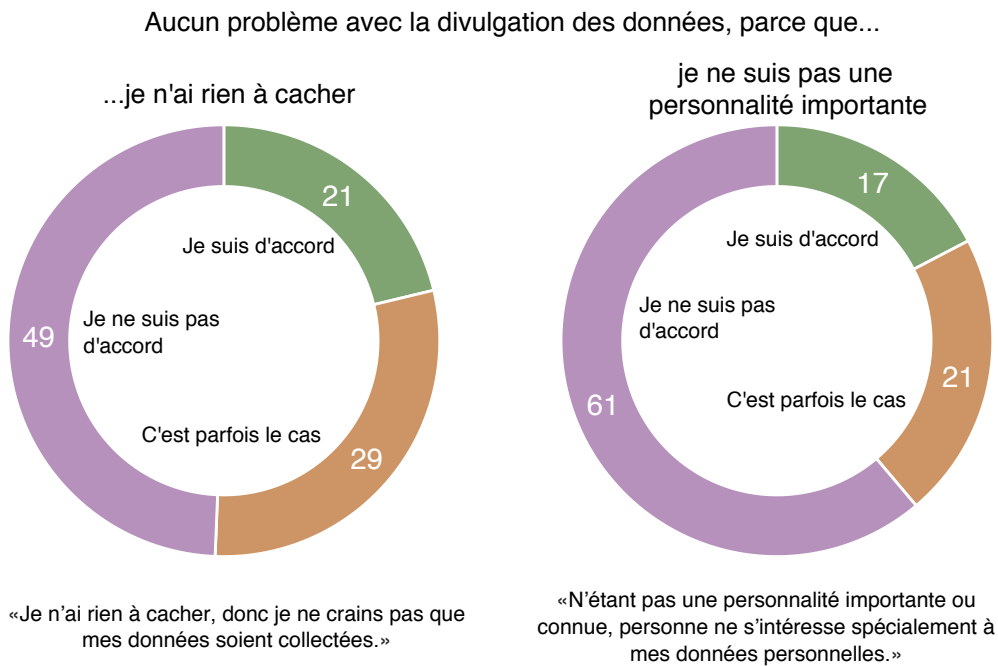


Figure 22: Motifs de la divulgation de données

Une grande partie des personnes interrogées n'ont pas l'impression de pouvoir contrôler complètement l'enregistrement de leurs données personnelles. On peut se demander dans quelle mesure les personnes se considèrent protégées contre la surveillance de leur propre trace numérique pour d'autres raisons. La figure 22 montre combien de personnes n'ont aucun problème avec l'enregistrement de leurs données, soit parce qu'elles n'ont rien à cacher, soit parce qu'elles sous-estiment leur propre importance et donc celle de leurs données. 21% seulement

ne voient aucun problème à ce que leurs données soient enregistrées, car elles n'ont rien à cacher. En revanche, environ 50% ne partagent pas cet avis.

17% ne voient aucun problème à ce que leurs données soient collectées, car elles les considèrent comme peu intéressantes. Une nette majorité de 61% ne partage pas cet avis.

La question de savoir si le profil de personnalité protège contre la surveillance des données dépend étroitement du profil politique des personnes interrogées. L'affirmation selon laquelle on n'aurait rien à craindre quand on n'a rien à cacher révèle un fort clivage droite-gauche. Seulement 36% des partisans de l'UDC sont en opposition avec cette affirmation, alors que la base PS la rejette à 59% et les Verts à 68% (cf. figure 23). Ce fort clivage droite-gauche révèle en premier lieu les différences de conception de la discrimination. Alors qu'à droite on pense apparemment de manière générale que les citoyens irréprochables n'ont rien à craindre, il semble qu'à gauche la crainte que des personnes puissent être discriminées sans raison soit plus répandue.

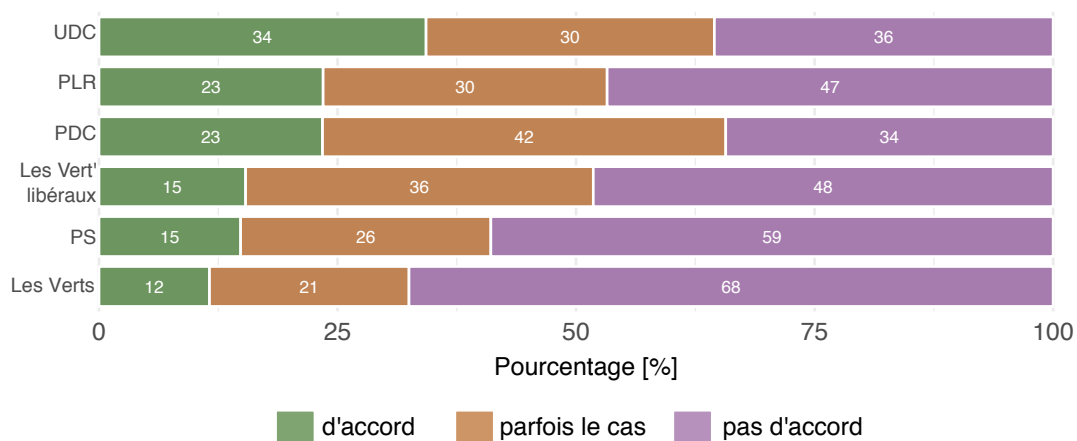


Figure 23: Approbation de l'affirmation «Je n'ai rien à cacher, donc je n'ai rien à craindre si mes données sont collectées», par orientation politique

L'opposition droite-gauche est un peu moins marquée au sujet de l'affirmation selon laquelle la propre insignifiance de la personne la protège contre le contrôle, qui est rejetée par les sympathisants de tous les partis. Un peu plus cependant par les sympathisants de gauche que par ceux de droite.

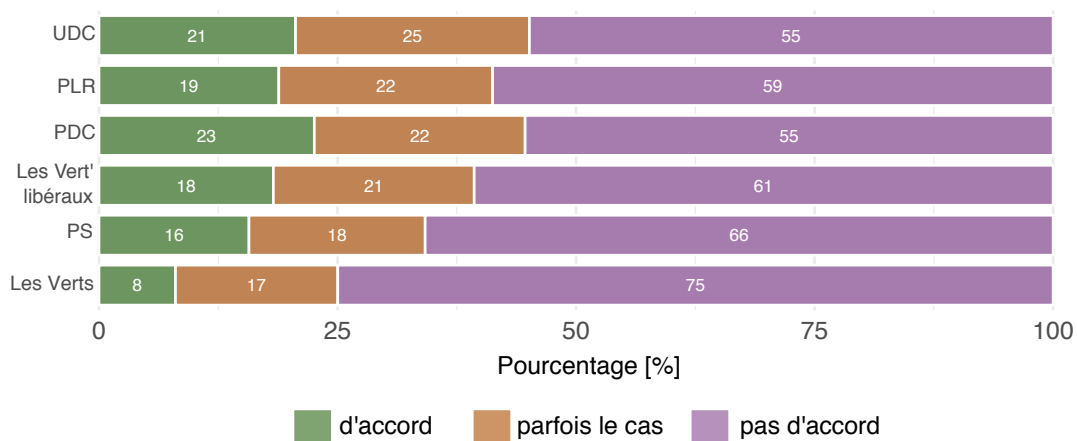


Figure 24: Approbation de l'affirmation «Étant donné que je ne suis pas particulièrement important ni original, personne ne s'intéresse spécifiquement à mes données personnelles» en fonction de l'orientation politique

Les réseaux sociaux, les boutiques en ligne et de nombreuses autres plateformes et prestataires collectent les données de leurs utilisateurs. Il a été demandé aux personnes interrogées de nommer les services les plus avides de données. Le résultat est étonnamment clair et unanime: deux bons tiers des personnes interrogées ont nommé «Google», un quart «Facebook» et seulement 8% un autre service (figure 25). Migros est la seule entreprise de Suisse dans le top 10, mais avec à peine 0,5% de citations, ce qui dénote la forte dimension internationale du phénomène de collecte des données.



Figure 25: Les prestataires les plus avides de données

3.3 Évaluation de différents collecteurs de données

La conscience du problème lié à la transmission des données à des tiers dépend principalement de l'identité de ces tiers. Il n'est pas étonnant qu'il soit particulièrement problématique, pour les personnes interrogées, que leurs données personnelles tombent dans les mains de «hackers et criminels»¹. À l'opposé, le fait que les données soient accessibles à la famille ne pose en majorité pas de problème. La transmission de données personnelles à des organismes de recherche scientifique est considérée comme problématique par la moitié des personnes interrogées et ne pose aucun problème à l'autre moitié. Le personnel médical est lui aussi considéré comme un destinataire peu problématique.

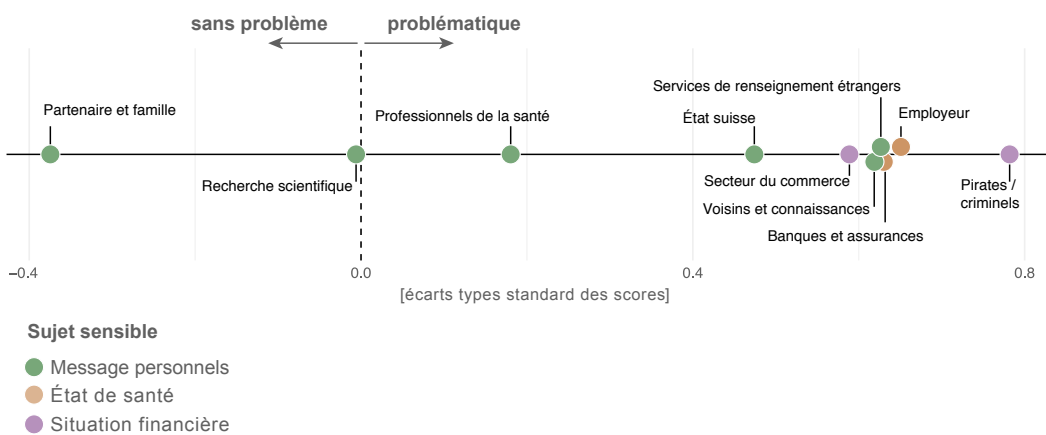


Figure 26: Quels destinataires de données personnelles sont considérés comme problématiques

Il est étonnant de constater que l'accès aux données personnelles par l'État suisse est considéré comme moins problématique que si les voisins et connaissances avaient accès aux mêmes données. Outre les hackers et criminels, les banques et assurances, les services de renseignements étrangers et les supérieurs hiérarchiques ou l'environnement professionnel sont considérés comme des destinataires sensibles.

¹L'échelle des figures 26 et 27 repose sur la typologisation «Sensibilité aux destinataires des données» et peut être lue en écarts types (voir le chapitre Méthodologie).

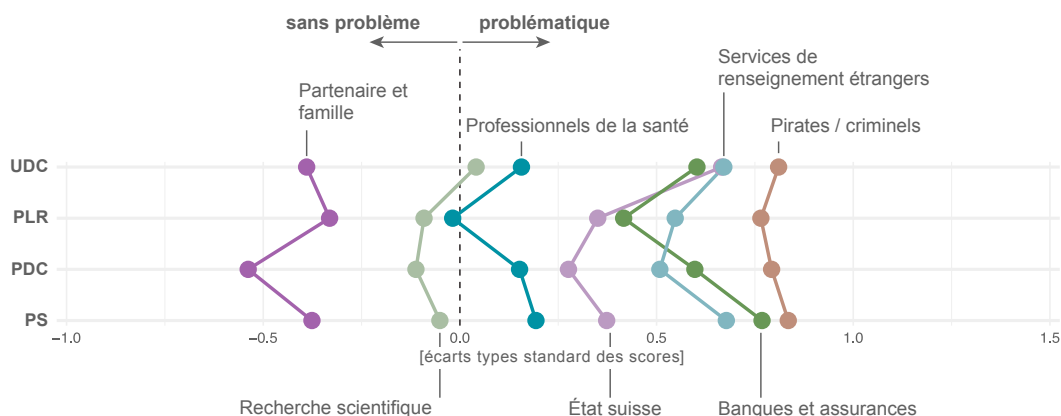


Figure 27: Quels destinataires de données personnelles sont considérés comme problématiques, en fonction de l'orientation politique

L'orientation politique n'est pas un critère déterminant pour l'évaluation du caractère problématique de telle ou telle personne ou institution, mais elle révèle des différences d'évaluation intéressantes. C'est ce que montre une comparaison entre les personnes interrogées qui, selon leurs propres dires, sont des sympathisants des quatre partis représentés au Conseil fédéral (figure 27¹). En règle générale, les sympathisants du PS et de l'UDC sont un peu plus sceptiques que ceux du PLR et du PDC, qui se situent entre les deux premiers sur l'échiquier politique. Les personnes interrogées proches du PDC considèrent la transparence des données au sein de la famille comme moins problématique par rapport aux sympathisants des autres partis représentés au Conseil fédéral. Les sympathisants du PLR éprouvent le moins d'inquiétude envers l'accès à leurs données par les banques et les assurances. Concernant les banques et les assurances, les proches du PS sont particulièrement sceptiques.

Il est intéressant de constater que la base du PS, généralement considérée comme favorable à l'État, est un peu plus sceptique que les sympathisants du PLR et du PDC quand il s'agit de l'accès aux données par l'État. Mais ce sont les proches de l'UDC qui ont le plus de problèmes avec cette perspective, puisqu'ils considèrent qu'il est presque aussi problématique que l'État suisse accède à leurs données personnelles que s'il s'agissait de services de renseignements étrangers.

3.4 Données sensibles et moins sensibles

La figure 28 montre, pour quatre types de données proposés, quels destinataires sont considérés comme problématiques par les personnes interrogées. Pour la situation financière, le contraste entre les «hackers/criminels» d'une part et l'environnement familial d'autre part est le plus important. Les personnes interrogées reconnaissent pratiquement à l'unanimité, à raison de 93%, que

l'accès aux données sur la situation financière par des hackers et criminels est problématique. En revanche, 72% considèrent que ce n'est pas un problème si leur partenaire ou des membres de leur famille accèdent à leurs données financières personnelles.

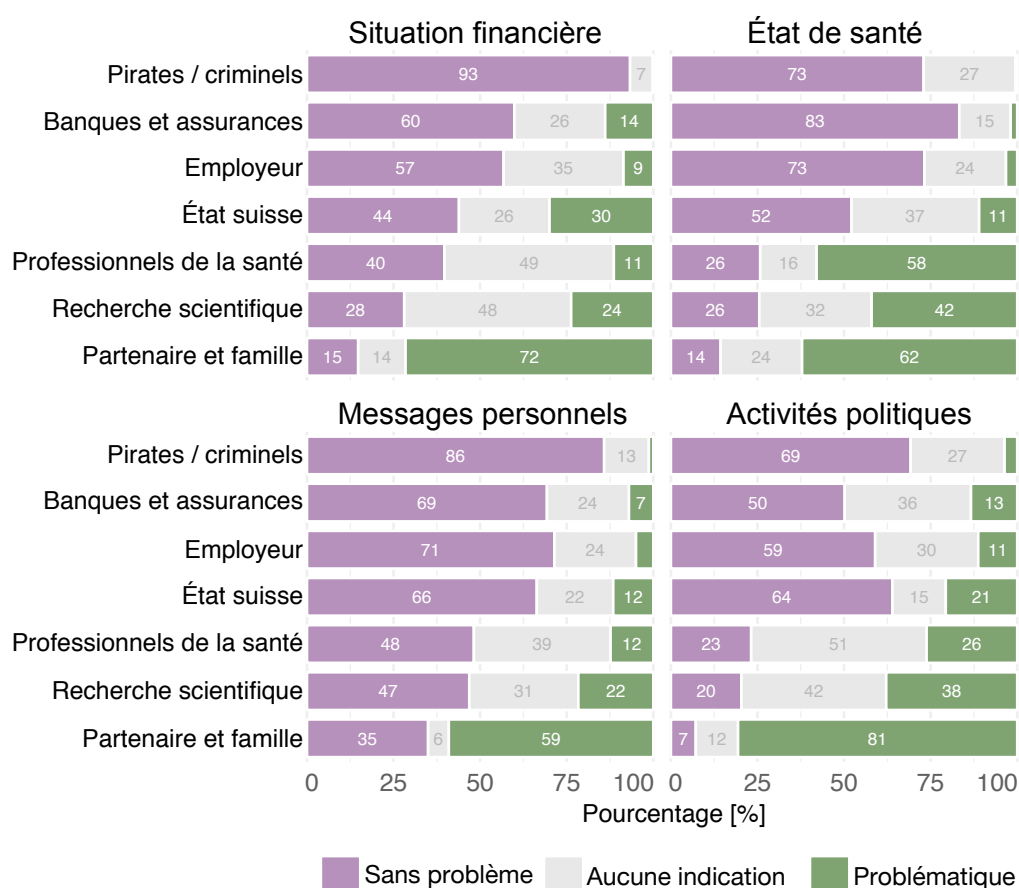


Figure 28: Quels destinataires de données personnelles sont considérés comme problématiques, en fonction de l'identité du destinataire (Sélection de types de données)

Il est moins étonnant que les hackers et criminels soient généralement considérés comme les destinataires de données personnelles les plus problématiques, comme le montre la figure 26. Seule exception: l'état de santé. Dans ce domaine, 83% des personnes interrogées estiment que le plus grave serait que des banques et assurances accèdent à leurs données personnelles. On note également une très forte appréhension à l'idée que les informations concernant l'état de santé pourraient tomber dans les mains de l'environnement professionnel et des supérieurs: 73% des personnes interrogées estiment que ce serait problématique, soit autant que pour les hackers et criminels. Cela montre que les mauvaises intentions d'un groupe cible ne sont pas le seul critère déterminant pour cette évaluation, mais aussi son potentiel à exercer des pressions à partir de ces informations. C'est

particulièrement clair en ce qui concerne les assurances et l'employeur par rapport à l'état de santé.

C'est également le cas de l'environnement personnel pour ce qui concerne les messages personnels, comme WhatsApp et les courriels: 35% des personnes interrogées sont gênées à l'idée que leur partenaire ou leur famille aient accès à ces données. C'est beaucoup plus que pour tous les autres types de données. L'accès aux messages personnels peut être particulièrement explosif dans le contexte privé. Enfin, la connaissance d'informations sur le comportement politique est considérée comme très problématique, notamment par l'État.² Il est étonnant que l'accès au comportement politique par l'État pose plus de problèmes que la connaissance de la situation financière. Cet accès est aujourd'hui empêché en Suisse par le secret bancaire, et l'État ne connaît que la situation déclarée dans la déclaration d'impôts.

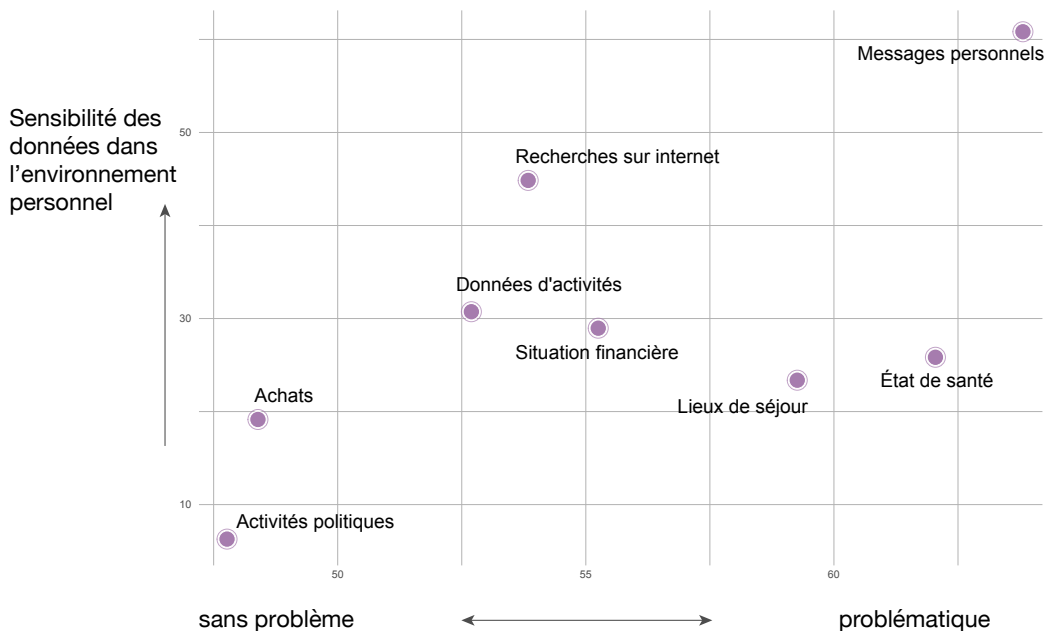


Figure 29: Sensibilité de différents types de données

Dans l'ensemble, ce sont les messages personnels (courriels, etc.) qui sont considérés comme les plus sensibles par les personnes interrogées. Ils sont suivis des informations concernant l'état de santé. Les données les moins sensibles sont les informations concernant les habitudes d'achat et le comportement politique. Malgré la discrétion légendaire des Suisses au sujet de leur situation financière, celle-ci ne se classe qu'au milieu des priorités en matière de protection des données. Les personnes interrogées trouvent qu'il est plus problématique que leur lieu de séjour soit accessible à des tiers.

²Suite à un problème lors de collecte des données, le calcul concernant le comportement politique ne tient compte que des participants de Suisse alémanique et du Tessin

Sur l'axe vertical, cette figure révèle quels types de données sont considérés comme particulièrement sensibles dans l'environnement personnel (famille, amis, etc.). Les messages personnels et les recherches sur internet se démarquent clairement. Dans ces deux domaines, le désir de confidentialité s'étend également jusqu'à l'environnement proche.

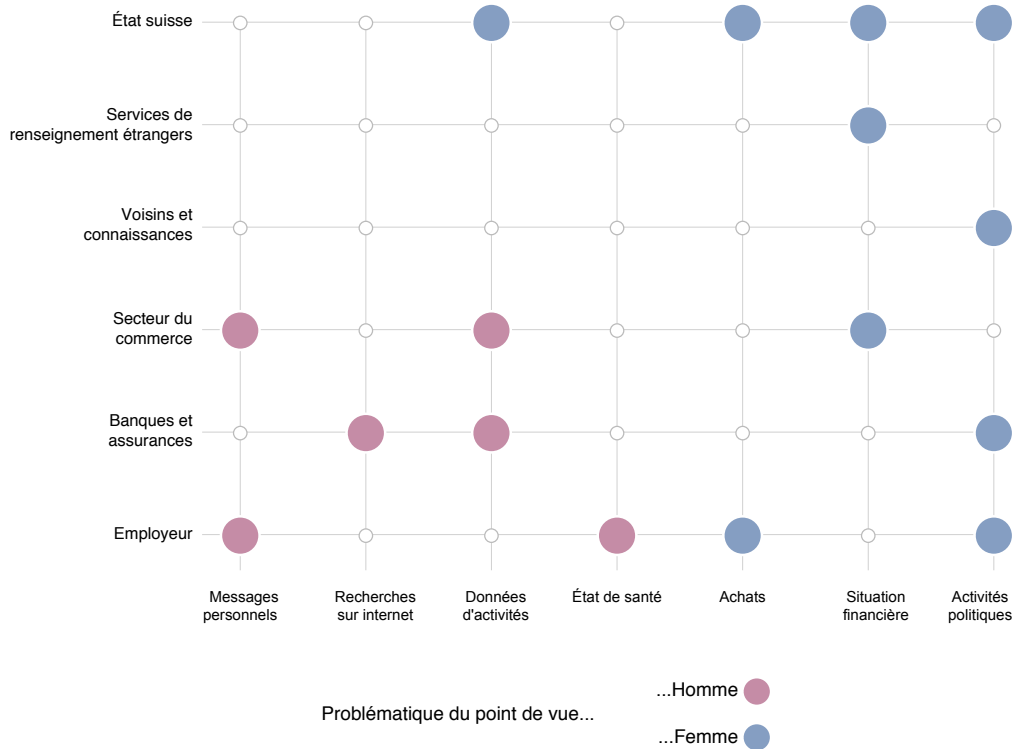


Figure 30: Sensibilité de différents types de données, selon le sexe

La figure 30 montre les différences d'estimation entre les hommes et les femmes au sujet de la sensibilité de certains types de données selon le destinataire. Elle se lit comme suit: l'axe vertical indique les destinataires potentiels de données personnelles. L'axe horizontal donne les types de données personnelles. Chaque point représente le «lien» entre un type de données et un destinataire. La couleur des points correspond à la différence entre les hommes et les femmes: quand la sensibilité est plus importante pour les femmes que pour les hommes, le point est rose. Quand elle est plus importante pour les hommes que pour les femmes, le point est bleu. Il en ressort les constatations suivantes:

- Il est plus problématique pour les femmes que pour les hommes que leurs messages personnels tombent dans les mains de leur supérieur ou de leur environnement professionnel.
- Il est plus problématique pour les hommes que pour les femmes que l'État suisse ait accès aux informations concernant leur comportement politique.

- Il est plus problématique pour les femmes que pour les hommes que les données concernant leurs activités soient transmises à des entreprises commerciales.
- Il est plus problématique pour les hommes que l'État ou des services de renseignements étrangers aient accès à leurs données personnelles.
- Les femmes ont plus de difficultés à l'idée que leurs données personnelles soient accessibles à des entreprises commerciales, banques et assurances et à leurs supérieurs et leur environnement professionnel. En d'autres termes, les hommes sont plus sceptiques envers l'État, les femmes envers l'économie.
- Les femmes considèrent les données de communication comme particulièrement sensibles.

4 Où mène la saisie des données numériques?

Une grande partie de la population suisse utilise intensément des offres numériques au quotidien, en général sans se préoccuper de la protection de ses données personnelles. La moitié participe activement à l'automesure connectée et les deux tiers aimeraient mesurer des domaines de vie qui ne peuvent pas encore être mesurés automatiquement dans l'état actuel de la technique. Comme il est apparu dans le chapitre précédent, une grande partie est en même temps prudente face à la collecte de données personnelles par des tiers. Comment ces tensions se répercutent-elles sur l'évaluation des conséquences d'une généralisation de la collecte des données dans tous les domaines de la vie? Les analyses suivantes révèlent une certaine ambivalence face aux conséquences personnelles de la numérisation malgré l'acceptation au quotidien de la saisie des données numériques. La perspective d'une vie intégralement numérique est perçue avec un grand pessimisme.

4.1 Virage numérique: chance et incertitude

La population suisse fait preuve d'une grande ambivalence dans l'évaluation générale des conséquences du virage numérique. Un tiers seulement des personnes interrogées approuve l'affirmation suivante: «Le virage numérique est avant tout source de progrès et de nouvelles possibilités.» Cependant, seulement 11% sont en désaccord avec cette affirmation. La majorité (54%) l'approuve en partie et y voit à la fois des opportunités et des risques.

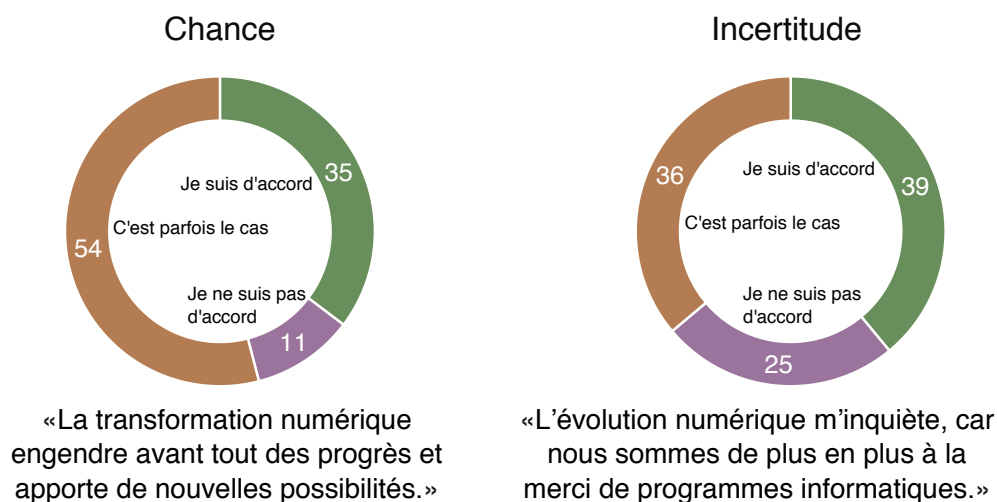


Figure 31: Le virage numérique, chance et incertitude

75% des personnes approuvent au moins en partie être déstabilisées par le développement numérique, car l'Homme deviendrait le jouet de programmes informatiques. 40% au total approuvent entièrement cette affirmation. Un quart ne se laisse pas impressionner. Globalement, une large majorité de personnes perçoit les opportunités du virage numérique, mais une grande majorité est également déstabilisée par ce virage.

La répartition en optimistes, neutres et pessimistes envers le numérique utilisée dans cette étude résulte des réponses à ces deux questions. Elle est illustrée dans la figure 32. La part relativement importante de résidents francophones ayant une attitude pessimiste envers la numérisation est particulièrement frappante. Ce résultat est encore plus étonnant quand on sait que la part de francophones qui enregistrent numériquement leurs activités est également importante (cf. 2).

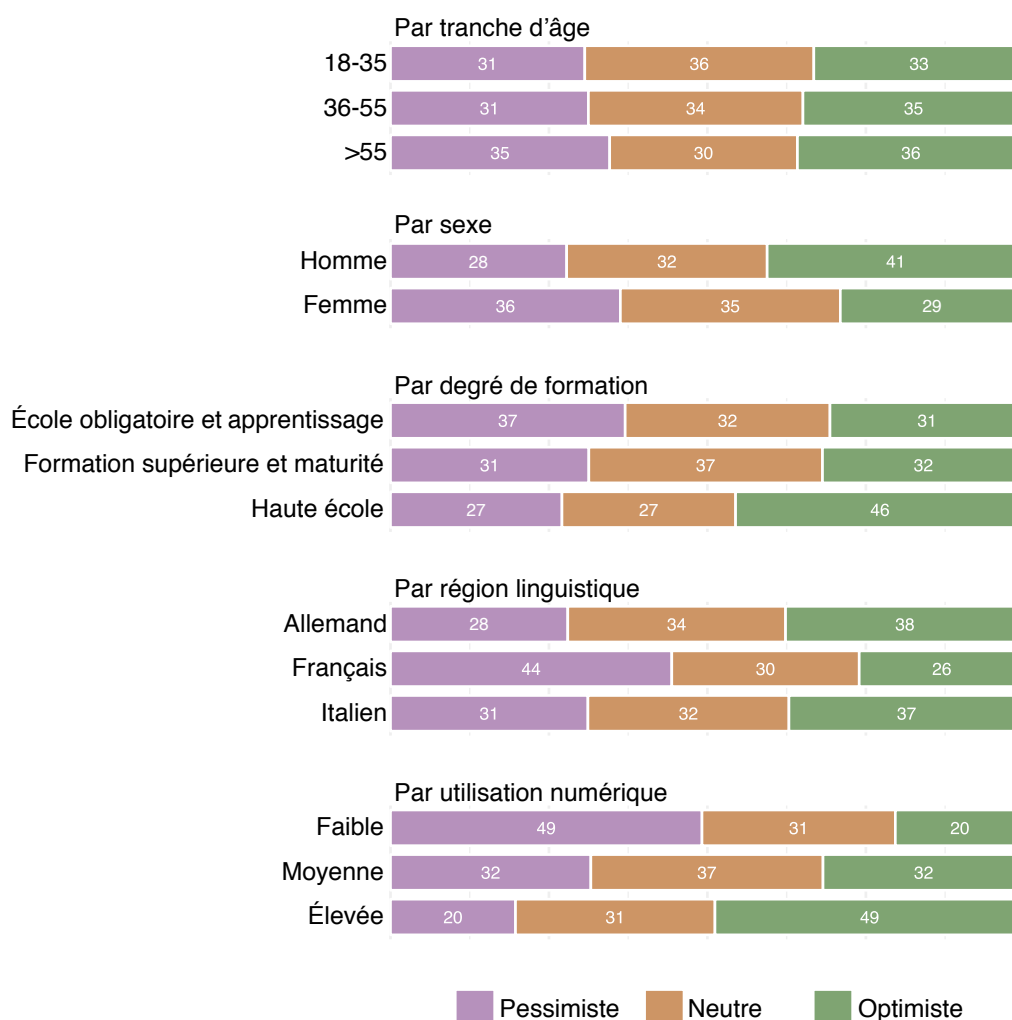


Figure 32: Attentes envers la numérisation, par sexe, âge et niveau de formation

4.2 Gagnants et perdants de la mesure connectée

Alors que la position envers la numérisation est ambivalente et que ses opportunités sont reconnues, l'évaluation des conséquences de la mesure connectée révèle une vision étonnamment pessimiste.

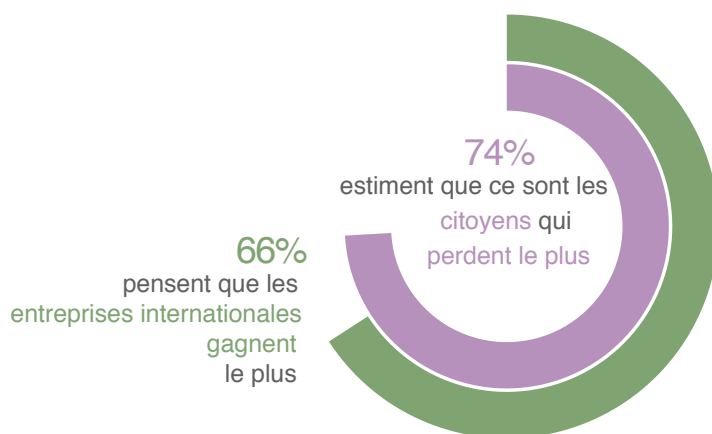


Figure 33: Qui gagne de l'influence

Une grande majorité des personnes interrogées estiment que ceux qui ont accès aux données personnelles gagnent en pouvoir et en influence. Elles savent qui gagne le plus en influence et qui perd le plus. Deux tiers partent du principe que les groupes internationaux gagnent le plus en influence. 74% estiment que ce sont les citoyens qui perdent le plus. Les autres propositions, comme l'État suisse, d'autres États ou des entreprises locales, sont sélectionnées par très peu de personnes. Ce qui signifie également qu'un très petit nombre de personnes estiment que ce sont les entreprises locales qui pourraient en premier lieu être distancées par les groupes internationaux. La plupart des personnes interrogées, y compris parmi les personnes optimistes envers la numérisation, estiment que ce sont les citoyens qui perdent le plus en influence.

L'idée selon laquelle la saisie systématique de données personnelles entraîne un transfert d'influence de l'individu aux grands groupes est une chose. Mais qu'en est-il des données que les individus saisissent eux-mêmes dans le cadre du lifelogging? N'enregistrent-ils pas leurs données d'activité et de santé dans le but même de gagner des connaissances et de l'influence?

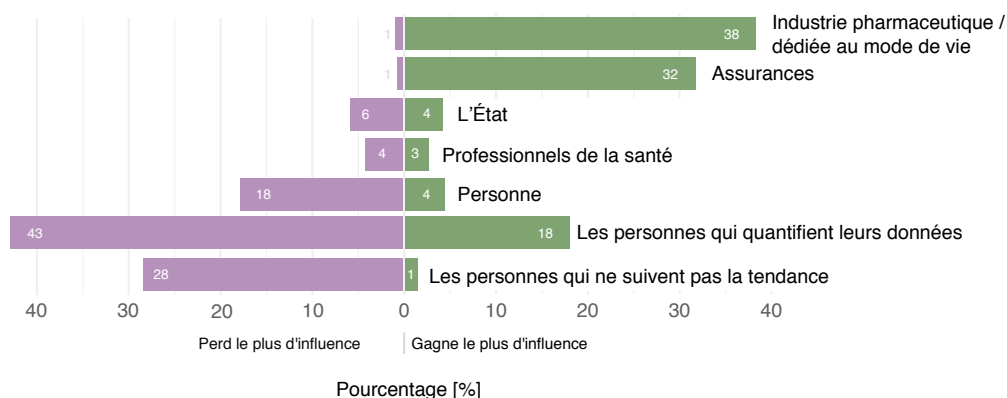


Figure 34: Qui perd et gagne en influence

«Qui gagne le plus en influence quand de plus en plus de personnes enregistrent leurs propres activités et leur santé?» Cette question a été posée aux personnes interrogées directement après la question concernant leurs activités d'automesure connectée et avant les questions liées à la protection des données et à la collecte de données par des tiers. Mais le bilan est pessimiste même si on ne tient compte que de l'automesure connectée. Quatre personnes sur cinq estiment que c'est l'industrie pharmaceutique et de la mode (39%) ou les assurances (31%) qui gagnent le plus. Seuls 15% pensent que les personnes qui enregistrent elles-mêmes leurs données gagnent le plus en influence. L'État et le personnel médical sont très peu cités. À la question suivante «... et qui perd le plus en influence?», 43% répondent que ce sont les personnes qui enregistrent elles-mêmes leurs données. Les personnes qui se soustraient à cette tendance arrivent en deuxième position, avec 28% des citations. Cela signifie, en d'autres termes, que les personnes qui estiment que ceux qui enregistrent leurs données perdent en influence sont plus nombreuses que celles qui pensent autrement.

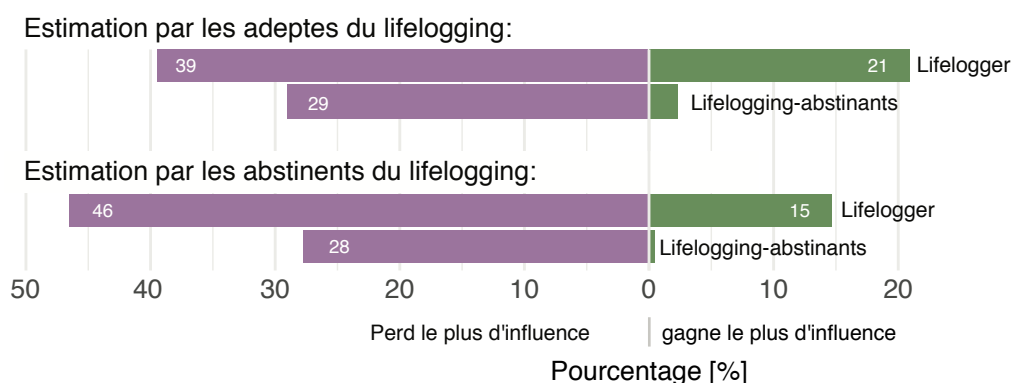


Figure 35: Individus: gagnants et perdants selon les types de comportement

Il est déjà presque paradoxal que les personnes qui pratiquent elles-mêmes l'automesure connectée partagent ce jugement sur les gagnants et perdants de l'automesure connectée. Comme le montre la figure 35, le jugement des «adeptes du lifelogging» diverge très peu de celui des «abstinents du lifelogging». 39% de ceux qui pratiquent activement l'automesure connectée partent du principe que les personnes qui pratiquent l'automesure connectée sont les plus grands perdants de la tendance à l'automesure connectée. Seuls 21% d'entre eux pensent qu'ils sont ceux qui gagnent le plus en influence.

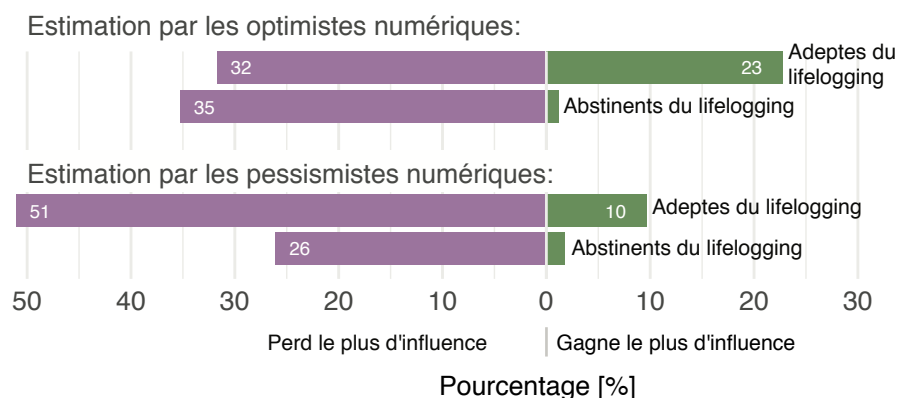


Figure 36: Individus: gagnants et perdants selon la position envers la numérisation

L'évaluation des personnes optimistes envers le virage numérique est un peu plus positive. Mais là encore, la majorité considère que c'est l'individu qui perd le plus en influence (67% au total). La perte en influence est jugée encore plus importante par les personnes qui se soustraient à la tendance à la automesure connectée (35%) que par celles qui la suivent (32%).

4.3 Perte en individualité

C'est la vision d'un monde de saisie totale des données personnelles qui déclenche le plus d'associations négatives au sein de la population suisse. Dans une liste de 10 mots clés, les personnes interrogées devaient sélectionner les trois termes qu'elles associent le plus spontanément à cette vision et les trois termes qu'elles y associent le moins (figure 37). Il apparaît clairement que ce monde est principalement associé à des notions négatives. L'association la plus fréquente, citée par 84% des personnes interrogées, concerne le «contrôle et la surveillance». On pense immédiatement à l'image de «Big Brother», la saisie de plus en plus de données personnelles créant la base d'une surveillance de plus en plus poussée.

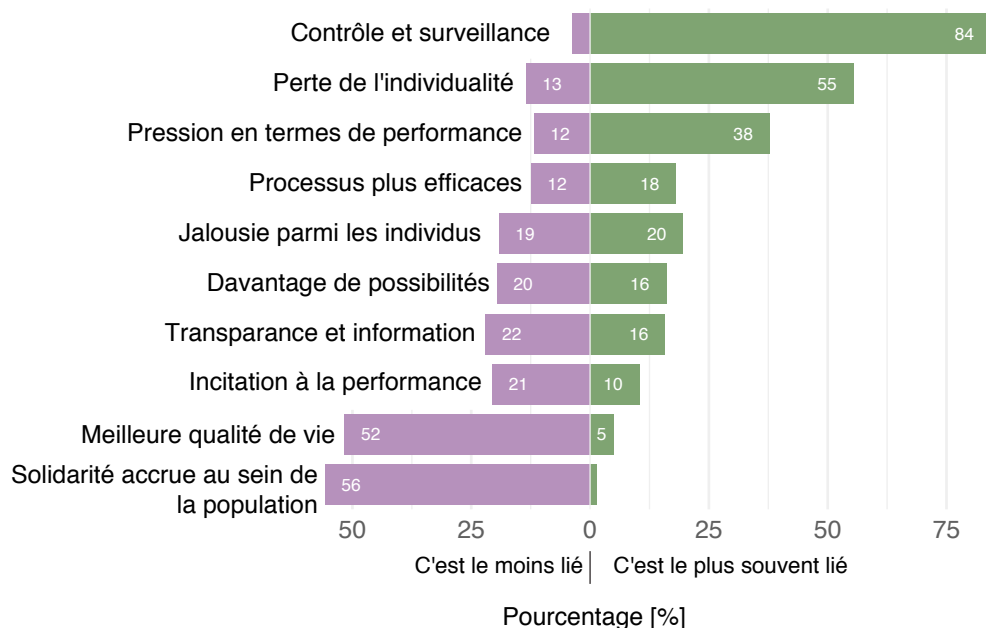


Figure 37: Les notions les plus souvent et les moins souvent associées à un monde de saisie totale des données personnelles

La deuxième notion la plus fréquemment associée à un monde de saisie totale des données personnelles est pour le moins étonnante: pour 55% des personnes interrogées, il s'agit d'une «perte d'individualité». La majorité des personnes font cette association, alors même que l'individualisation de la publicité, l'information sur mesure et la personnalisation des produits font partie des principales promesses de la numérisation. Cette évolution ne devrait-elle pas favoriser l'individualité au lieu d'y nuire? De nombreuses personnes accordent manifestement plus de poids à l'aspect de la normalisation et de la standardisation. Le progrès technique apporte certes des offres personnalisées, mais celles-ci sont le plus souvent fournies dans de nombreux domaines par un très petit nombre de groupes mondiaux tels que Facebook et Google. Une mesure systématique des comportements sert en outre de base à une normalisation des critères de performance imposés à la population. L'individualisation sur la base d'algorithmes de plus en plus universels est perçue par la plupart des personnes comme une vaine promesse.

«Plus de solidarité» et «Plus de qualité de vie» sont les deux notions que la majorité des personnes interrogées associent le moins avec l'idée d'un monde de saisie totale des données personnelles. Cela montre que la numérisation croissante est moins associée au confort et à la détente qu'à la pression des performances. Logiquement, l'association positive la plus fréquente concerne les «processus plus efficaces». Là encore, il est question d'amélioration des performances. Cette vision majoritairement critique d'un monde de saisie totale des données personnelles est en contradiction avec les résultats du sondage sur le comportement numérique réel. Deux tiers des personnes interrogées enregistrent

activement leurs propres données, deux tiers souhaiteraient en enregistrer encore davantage. Elles contribuent activement et volontairement à un monde de saisie croissante des données personnelles. On constate là aussi une opposition entre le quotidien et la réflexion. Au quotidien, une nette majorité se qualifie de moteur actif et conscient de la numérisation. La réflexion sur ses conséquences évoque chez la grande majorité des personnes interrogées une vision dystopique. La formulation de la question – «un monde de saisie totale des données personnelles» – contenait, il est vrai, une idée de développement très poussé.

4.4 Les optimistes numériques eux-mêmes sont sceptiques

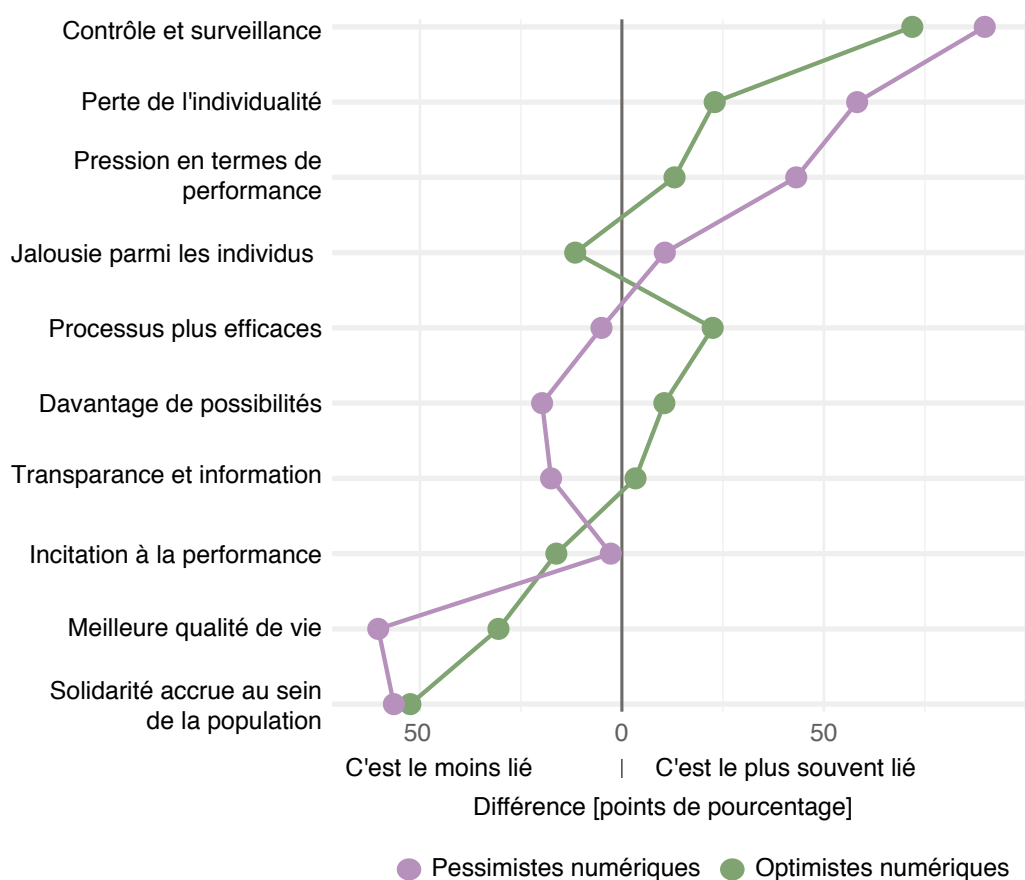


Figure 38: Les notions le plus souvent et le moins souvent associées à un monde de saisie totale des données personnelles (écarts), groupées par attentes envers la numérisation

Il est intéressant de constater que même les personnes ayant une attitude positive face à la numérisation croissante associent principalement un monde de saisie totale des données personnelles à des notions négatives. La figure 37 montre les différences d'évaluation des personnes en fonction de leur attitude envers

la numérisation. Dans la figure, cette différence (écarts en pourcentage entre «associé le plus souvent» et «associé le moins souvent») apparaît dans une affirmation. Les optimistes du numérique jugent un monde de saisie numérique plus positivement que les pessimistes. Les optimistes du numérique sont plus nombreux à penser qu'un monde de saisie totale des données personnelles est source de processus plus efficaces, de plus de possibilités, de transparence et d'information. À l'inverse, l'idée d'une pression de performances permanente et de perte d'individualité est moins répandue parmi ces personnes. La qualité de vie et la solidarité, quant à elles, sont rarement associées à un monde de saisie totale des données personnelles, même par les optimistes face aux enjeux de la numérisation. En outre, plus de la moitié des optimistes du numérique y associent en premier lieu le contrôle et la surveillance. Cela illustre le dilemme auquel sont confrontées même les personnes positives face aux enjeux du numérique. Elles sont une minorité à ne se faire aucun souci face à la numérisation croissante. Au contraire, les optimistes eux-mêmes perçoivent les excès potentiels.

4.5 Réactions attendues de l'État et des entreprises

La position critique envers un monde de saisie totale des données se reflète dans l'évaluation des réactions nécessaires. Que ce soit de l'État ou des entreprises suisses – une protection accrue est exigée.

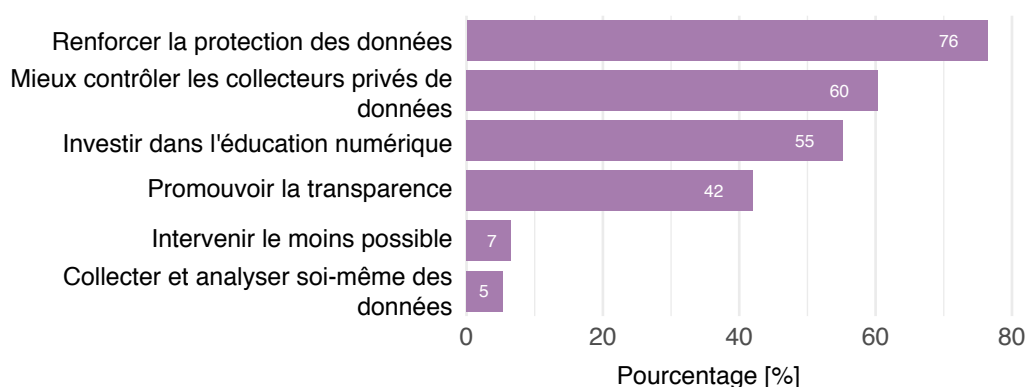


Figure 39: Comment l'État doit réagir à la numérisation des données personnelles

Les mesures spécifiques exigées par les personnes interrogées de la part de l'État et des entreprises sont récapitulées dans les figures 39 et 40.

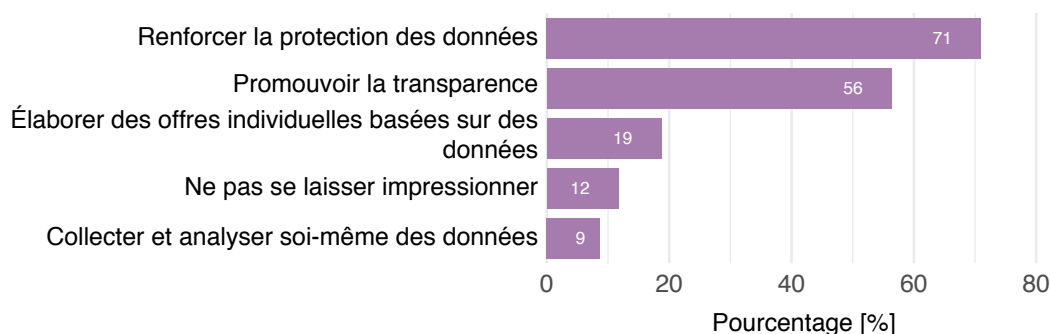


Figure 40: Comment les entreprises suisses doivent réagir à la numérisation des données personnelles

Une large majorité des personnes interrogées sont d'avis que l'État et les entreprises suisses doivent améliorer la protection des données afin de réagir à la tendance de la numérisation des données personnelles. 60% trouvent en outre que l'État devrait mieux contrôler les collecteurs de données privés. Une majorité de 55% estime également que l'État devrait investir davantage dans l'éducation numérique. Une majorité (56%) exige en outre que les entreprises suisses doivent œuvrer en faveur d'une meilleure transparence. Cette exigence est moins marquée envers l'État (42%).

En revanche, un laisser-faire est considéré comme inapproprié par une large majorité. Seuls 7% estiment que l'État devrait intervenir le moins possible et seulement 12% trouvent que les entreprises suisses ne devraient pas se laisser impressionner par cette évolution. Ils sont encore moins nombreux à souhaiter que l'État et les entreprises collectent et traitent plus de données – 5% seulement (État) et 9% (entreprises). Et ce, bien que la numérisation croissante, mais aussi la disposition à utiliser de plus en plus d'applications numériques y mèneront fatalement. On observe là encore un décalage entre la position théorique envers la saisie des données et la divulgation de données personnelles au quotidien.

5 Conséquences pour la cohésion sociale

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, la solidarité fait partie des caractéristiques les moins souvent associées à un monde de saisie totale des données numériques. Cela laisse penser que la saisie des données numériques est considérée comme un véritable défi pour la cohésion sociale. Comme le révèle l'analyse détaillée, les personnes interrogées estiment que cette menace ne concerne pas seulement la solidarité, mais aussi la responsabilité individuelle. Manifestement, la population suisse n'oppose pas la solidarité et la responsabilité individuelle, mais craint plutôt qu'elles souffrent toutes les deux de la saisie de données personnelles.

5.1 Défi pour la solidarité et la responsabilité individuelle

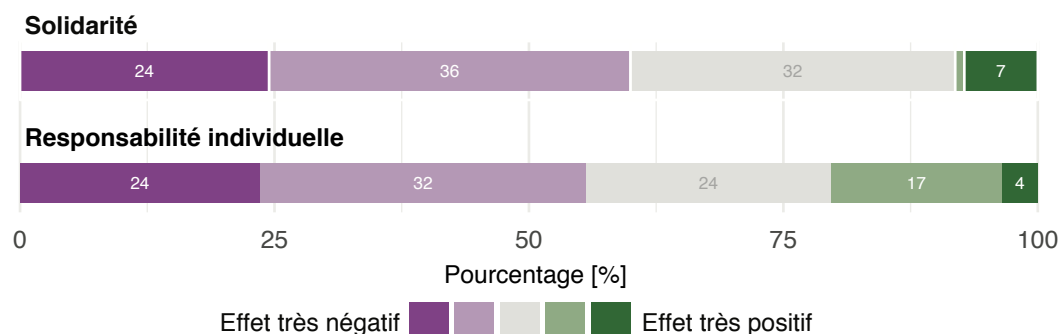


Figure 41: Effets d'un monde de données personnelles numérisées sur la solidarité et la responsabilité individuelle dans la société

La majorité des personnes interrogées (60%) estime que l'accumulation de données personnelles a une influence négative, voire très négative, sur la solidarité au sein de la société. 8% seulement y voient des effets positifs ou très positifs. (cf. figure 41). Cette vision résulte directement du parallèle que font les personnes interrogées entre la saisie totale des données et le contrôle, l'efficacité et l'obligation de performances, que nous avons vu plus haut. La perspective d'une érosion de la solidarité fait écho à l'orientation du débat social actuel sur ce thème. La question tourne, du moins implicitement, autour du concept du «voile d'ignorance» de John Rawls. Selon le philosophe américain, l'équité, l'égalité et finalement la solidarité sociale ne peuvent être garanties que si l'on ignore certaines caractéristiques personnelles (race, espérance de vie etc.). La saisie et l'utilisation numériques de plus en plus de données personnelles produisent cependant exactement l'effet inverse et font progressivement disparaître le voile. C'est plus ou moins ce que pense la majorité des personnes interrogées.

Les personnes interrogées estiment toutefois que la responsabilité individuelle souffre presque aussi souvent que la solidarité de l'enregistrement des données personnelles. 56% estiment que la saisie numérique des données a des répercussions négatives, voire très négatives, sur le principe de responsabilité individuelle. Contrairement à ce qui a été dit au sujet de la solidarité, le lien entre la numérisation et la responsabilité individuelle est très rarement mis en avant dans les débats actuels, du moins pas dans le sens négatif évoqué ici par la majorité des personnes. En politique, la responsabilité individuelle et la solidarité sont souvent considérées comme des notions antagonistes. C'est également le cas dans le contexte de la numérisation, où le soulèvement du «voile d'ignorance» remet en question le principe de solidarité et empêche à la fois les individus de se cacher derrière un collectif. Quand la consommation d'énergie, les activités physiques ou l'état de santé individuels sont connus, chacun peut être rendu responsable

de ses propres actes et de son propre destin. Une personne sur cinq tout de même suit cette logique et estime que la responsabilité individuelle augmente sous l'effet de la saisie de données personnelles, alors que moins d'une personne sur douze y reconnaît un effet positif sur la solidarité. Globalement, ces deux aspects sont cependant jugés négativement. Cela montre qu'une baisse de la solidarité dans la perception de la population ne signifie pas automatiquement une augmentation de la responsabilité individuelle. En réalité, la numérisation transfère potentiellement la responsabilité de l'individu à la machine. Il en ressort un genre de nounou numérique qui apprend aux Hommes à vivre correctement. Dans un autre contexte, les systèmes d'experts et mécanismes de contrôle numériques s'accompagnent d'une restriction des libertés personnelles et donc aussi d'une dégradation de la responsabilité individuelle.

Les personnes interrogées dessinent une image très sombre d'une société dans laquelle la solidarité et la responsabilité individuelle s'érodent sous l'effet de la numérisation. Il reste à déterminer dans quelle mesure elles observent ces tendances sur elles-mêmes ou chez les autres ou si elles les déduisent simplement de leurs attentes. Il est certain, cependant, que de nombreuses personnes interrogées, tout en ayant un jugement négatif des répercussions de la saisie numérique des données, participent activement à l'essor de l'automatisation connectée, en espérant en tirer des effets positifs.

5.2 Profil politique insignifiant pour l'évaluation

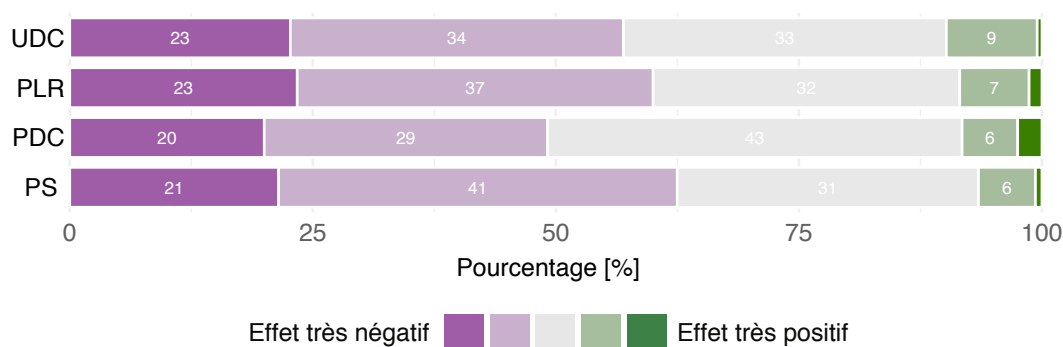


Figure 42: Effets d'un monde de données personnelles numérisées sur la solidarité, par orientation politique

La figure 42 montre comment les personnes se disant proches de l'un des quatre partis représentés au Conseil fédéral évaluent les effets de la numérisation sur la solidarité dans la société.

Il apparaît que les différences sont très faibles entre les orientations politiques. Seule la part des sympathisants du PDC qui ont un avis négatif des effets sur la solidarité est légèrement inférieure, avec 49%. On constate notamment de faibles différences d'appréciation entre la base électorale des libéraux du PLR et celle du PS adepte de l'État-providence. Cela montre que le scepticisme au sujet des effets de la numérisation sur la société n'est pas influencé par l'idéologie politique.

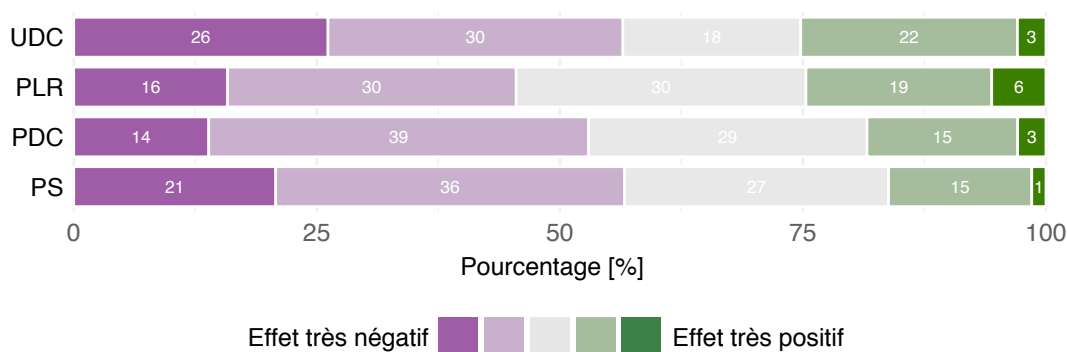


Figure 43: Effets d'un monde de données personnelles numérisées sur la responsabilité individuelle, par orientation politique

La sympathie politique coïncide davantage avec l'évaluation des conséquences de la numérisation pour la responsabilité individuelle dans la société (cf. figure 43).

Ce sont les sympathisants du PS et de l'UDC qui sont les plus nombreux à penser que la numérisation a des répercussions négatives sur la responsabilité individuelle. Cet avis est minoritaire uniquement chez la base du PLR. Les différences d'évaluation sur tout l'éventail des partis politiques sont certes limitées, mais on observe toutefois un léger parallèle avec la position envers la numérisation. C'est la base relativement sceptique des deux partis marqués à droite et à gauche qui souligne le plus l'influence négative sur la responsabilité individuelle.

5.3 Attentes envers la société civile

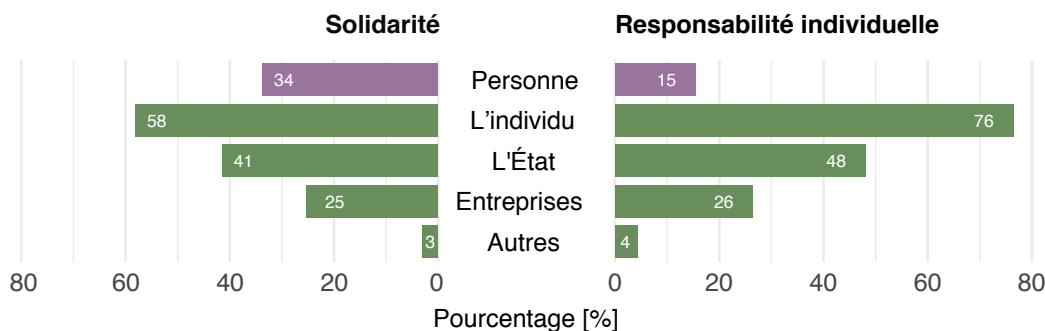


Figure 44: Qui doit veiller au renforcement de la solidarité et de la responsabilité individuelle

La majorité des personnes interrogées trouve que la solidarité et la responsabilité individuelle sont entravées par la numérisation dans la société. Une majorité trouve également que des contre-mesures s'imposent. La figure 44 montre que seulement un tiers des personnes interrogées trouvent qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place des mesures de renforcement de la solidarité dans une société numérisée. Elles sont encore moins nombreuses – seulement 15% – à penser qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des mesures de renforcement de la responsabilité individuelle.

Le résultat le plus spectaculaire réside dans le fait que la majorité des personnes interrogées considèrent que la responsabilité d'une amélioration de la situation n'incombe ni à l'État ni aux entreprises, mais à chaque individu. Ainsi, trois quarts des personnes pensent que les individus sont responsables du renforcement de la responsabilité individuelle (notamment). 58% pensent la même chose au sujet de la solidarité. Manifestement, il est généralement admis que la cohésion sociale se renouvelle spontanément sous l'impulsion de la société elle-même. C'est l'un des enjeux de la société civile, fréquemment citée. Seule une minorité de 41% estime que l'État devrait prendre des mesures pour le renforcement de la solidarité sociale. Un quart seulement des personnes interrogées considèrent même que c'est de la responsabilité des entreprises. Malgré leur jugement critique sur l'avenir de la solidarité dans la société, la majorité des personnes font confiance aux mesures visant l'individu. Cela confirme que la crainte d'une érosion de la solidarité sociale n'est pas (encore) assez profonde pour justifier des exigences politiques.

Étrangement, la part des personnes qui souhaitent que l'État prenne des mesures en faveur de la responsabilité individuelle est supérieure à celle des personnes qui souhaitent que l'État s'engage dans le renforcement de la solidarité. Presque la moitié des personnes interrogées (48%) trouvent qu'il est nécessaire que l'État prenne des mesures en faveur de la responsabilité individuelle.

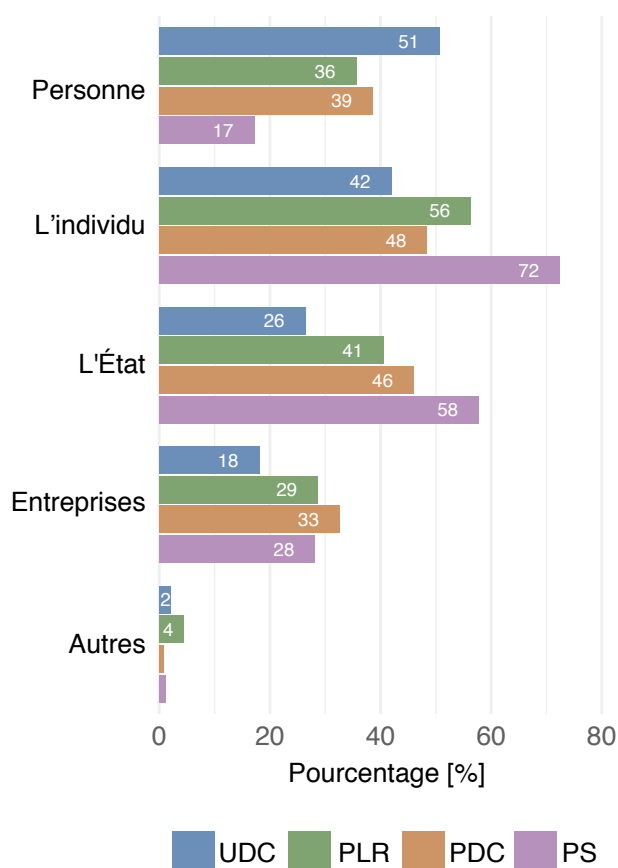


Figure 45: Qui doit veiller au renforcement de la solidarité, par orientation politique

L'idée selon laquelle la numérisation est nuisible pour la solidarité dépasse les clivages politiques en Suisse. En revanche, l'orientation politique est déterminante au sujet de la nécessité et de la nature des mesures à prendre. La figure 45 montre qui doit assurer le renforcement de la solidarité dans une société numérisée, en fonction de la sympathie pour les quatre partis représentés au Conseil fédéral.

Seuls les proches de l'UDC estiment, à une courte majorité, qu'aucune mesure en faveur de la solidarité n'est nécessaire. À l'inverse, seuls les sympathisants du PS considèrent majoritairement (60%) qu'il est nécessaire que l'État prenne des mesures. Parmi la base du PS, une nette majorité (72%) estime cependant que la solidarité est l'affaire de chacun. L'engagement individuel est clairement plébiscité par les proches du PLR, même s'il mobilise moins qu'au PS, avec 56%. Il en ressort trois philosophies différentes: la base de la droite conservatrice de l'UDC est la plus nombreuse à penser qu'aucune mesure n'est nécessaire. La base du PLR libéral mise sur l'engagement de chacun. Seule la base des sociaux-démocrates pense majoritairement que l'État doit intervenir. Le PDC adopte une position intermédiaire entre ces trois philosophies.

Les mesures souhaitées pour le renforcement de la responsabilité individuelle dépendent beaucoup moins de l'appartenance politique que les mesures en faveur

de la solidarité. La question du rôle de l'État fait à nouveau apparaître un clivage droite-gauche, mais un peu moins marqué. Le rôle actif de l'État est notamment encore plus souhaité par la base PDC (61%) que par la base PS (57%). On constate également une très forte tendance de la base du PLR en faveur de l'engagement de chacun (56%). Presque tous approuvent le principe d'inspiration tautologique «Plus de responsabilité individuelle dans le renforcement de la responsabilité individuelle».

5.4 Carte politique de la numérisation

L'orientation politique se reflète de deux manières dans la position envers la numérisation et la solidarité. Elle coïncide d'une part avec la position envers la numérisation et d'autre part avec le point de vue sur la nécessité de mesures de renforcement de la solidarité.

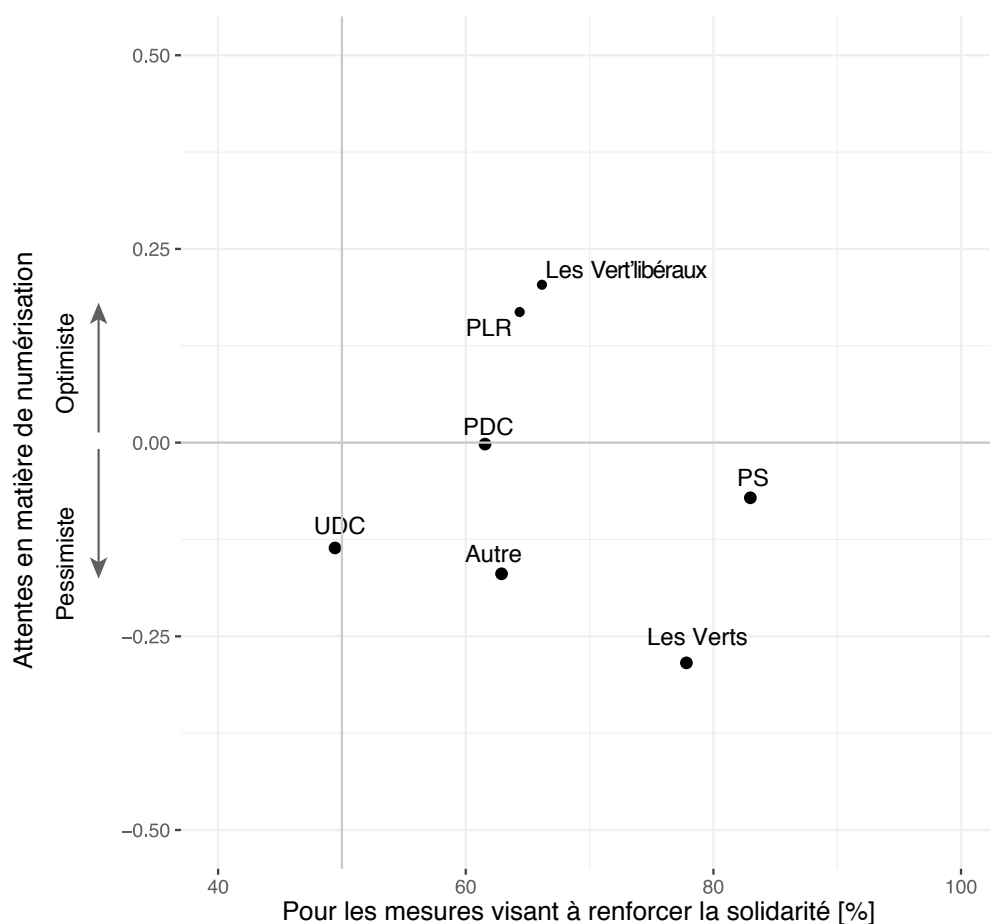


Figure 46: Profil des sympathisants politiques au sujet de la numérisation et la solidarité

La figure 46 montre comment la base des partis suisses se positionne face à la numérisation et aux conséquences de la numérisation pour la société. L'axe vertical correspond à l'évaluation concernant la numérisation. Les sympathisants des partis qui sont situés au-dessus du zéro sont optimistes envers la numérisation. Ceux qui sont en dessous du zéro sont plutôt pessimistes. L'axe horizontal indique la part des bases des partis qui est en faveur des mesures de renforcement de la solidarité.

Les sympathisants du PLR et des Vert'libéraux sont les plus optimistes face aux conséquences de la numérisation. Les proches des Verts sont les plus pessimistes.

La nécessité de mesures de renforcement de la solidarité face à la numérisation est approuvée à une majorité comparable par les partis de gauche PS et les Verts, bien que ces deux partis aient des attentes différentes envers la numérisation. Les partisans de l'UDC partagent le même scepticisme que les partis de gauche au sujet de la numérisation, mais se démarquent clairement sur la nécessité de mesures en faveur de la solidarité.

5.5 Solidarité et primes d'assurance maladie

Dans le domaine des primes d'assurance en général et des primes d'assurance maladie en particulier, le lien entre la numérisation et la solidarité est évident. Le principe de solidarité fait partie des piliers centraux du système d'assurances: les assurances partagent le risque sur de multiples épaules. Il y a cependant toujours eu des aspirations à individualiser les primes et les offres. Avec la saisie numérique d'un nombre croissant de données comportementales, on ne soulève pas seulement de plus en plus le «voile d'ignorance», mais on consolide également les bases techniques d'une tarification personnalisée.

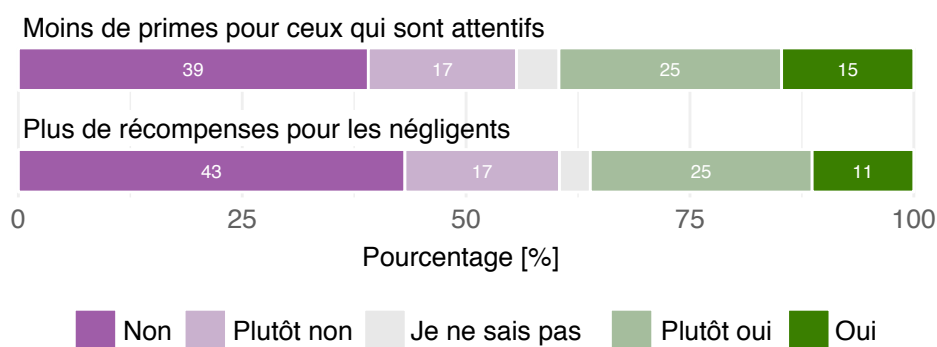


Figure 47: Répercussions des comportements individuels sur le montant des primes d'assurance maladie

Que pense la population suisse de la possibilité d'adapter les primes en fonction du comportement individuel? Les personnes qui ont un style de vie «sain» doivent-elles payer moins que les personnes qui ne vivent pas sainement? Comme le montre la figure 47, la majorité des personnes interrogées désapprouve le principe des primes basées sur le comportement. Le refus d'une augmentation de prime pour les personnes qui ne prennent pas soin d'elles et ont de mauvaises habitudes alimentaires est plus fort (60%) que le refus d'une réduction de prime pour les personnes qui prennent soin d'elles et mangent sainement (56%). Même si le principe de bonus fait légèrement plus consensus que le principe de malus, on relève avant tout que ces deux approches font l'objet d'une popularité tout à fait comparable.

Ce refus du principe d'adaptation des primes d'assurance maladie en fonction du comportement révèle une résistance à la remise en question du principe de solidarité. Comme nous l'avons montré précédemment, la position prédominante au sujet des questions concernant la numérisation ne coïncide pas toujours avec le comportement des personnes au quotidien. Il est possible que des primes variables en fonction du comportement soient mieux acceptées dans le cadre d'une offre concrète, mais ceci n'a pas été abordé dans le sondage.

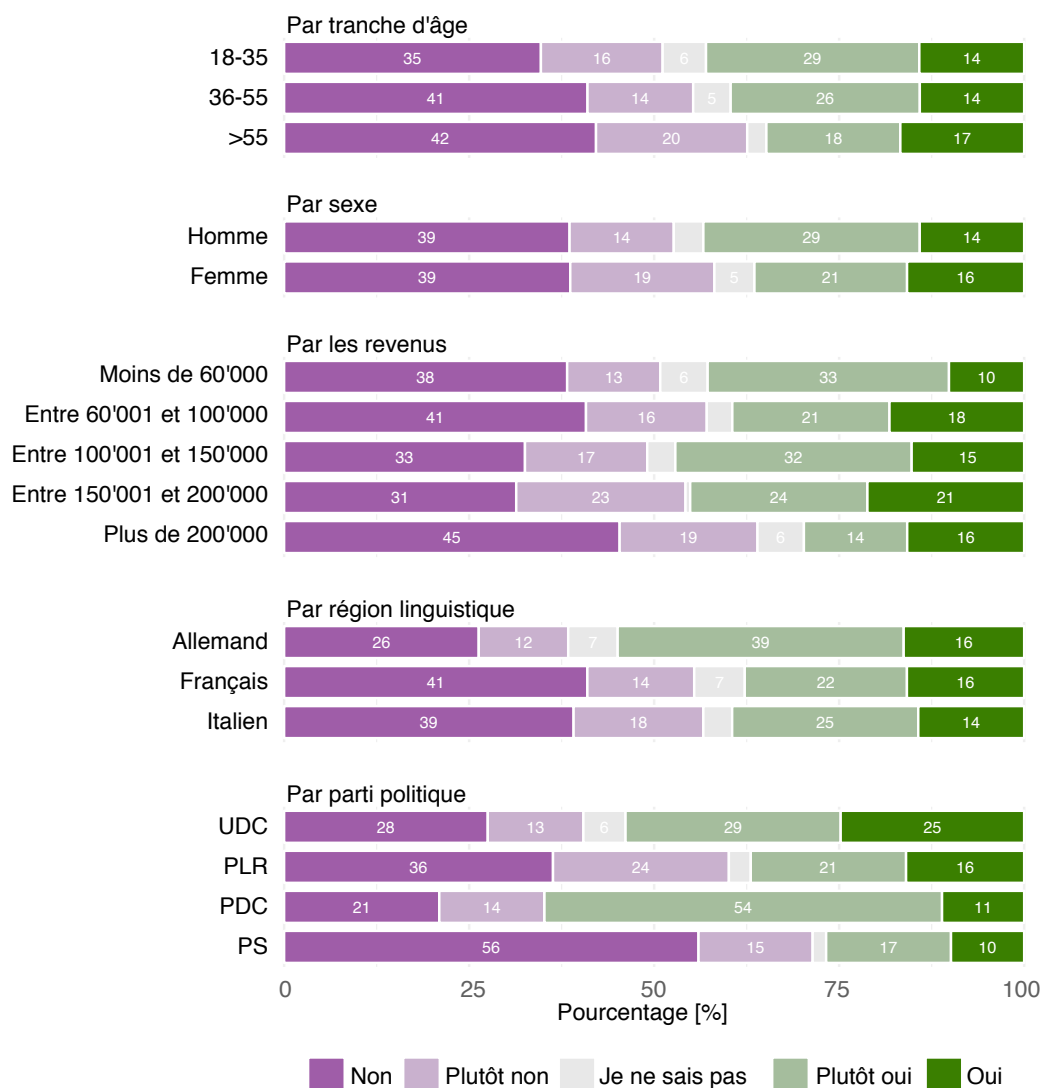


Figure 48: Réduction des primes pour les personnes qui prennent soin d'elles, par âge, sexe, revenu, région linguistique et orientation politique

Il n'est pas étonnant que les avis sur les primes dépendant du comportement varient en fonction du profil politique des personnes interrogées. Les personnes de gauche se montrent plus sceptiques que les partisans des partis bourgeois. La figure 48 montre le niveau d'approbation des réductions de prime pour les personnes qui adoptent un comportement sain parmi les partisans des quatre partis représentés au Conseil fédéral. On constate que le scepticisme envers les réductions de prime pour les personnes adoptant un style de vie sain est plus important pour la base du PLR que pour celle du PDC et de l'UDC, et ce malgré le profil explicitement libéral du PLR et la position particulièrement positive de la base PLR en matière de numérisation. Cela coïncide avec le scepticisme important envers les réductions de primes chez les personnes bénéficiant d'un

très haut revenu. Il est moins étonnant de constater que les jeunes adultes sont plus favorables à ce principe que les plus anciens.

6 Méthodologie

6.1 Collecte des données

Les données ont été collectées entre le 19 et le 30 janvier 2018, au moyen de deux canaux de sondage: une partie des participants ont été recrutés dans le panel de sotomo, et le sondage a en outre été réalisé sur les sites internet du Tages Anzeiger (www.tagesanzeiger.ch), du Matin (www.lematin.ch) et de Ticinonline (www.tio.ch) sur une base volontaire (*opt-in online survey*). 1918 personnes du pool sotomo et 2351 personnes du canal *opt-in* ont participé, soit un total de 4269 personnes. Les déformations de la structure sociodémographique du panel de personnes interrogées dues, par expérience, à un recrutement exclusif via les sites internet ont été compensées par une sélection ciblée des participants, ce qui a facilité la pondération de l'échantillon (voir «Pondération de l'échantillon»).

6.2 Échantillon

Sur les 4269 personnes qui ont participé au sondage, environ 72% ont pu être prises en compte pour l'exploitation (3055 personnes). Cet écart entre le nombre brut et le nombre net de participants résulte principalement des non-réponses partielles³.

Le présent échantillon repose sur une sélection non aléatoire. Cet aspect est déterminant pour l'estimation de l'intervalle (intervalle de confiance de 95%) indiquée à côté de l'estimation ponctuelle correspondante. Contrairement aux vrais échantillons aléatoires, une sélection arbitraire ne permet pas d'utiliser la formule classique⁴ pour le calcul de l'écart type. Pour déterminer l'intervalle de confiance pour notre échantillon, nous avons, dans un premier temps, calculé le coefficient de variation des poids de sondage (CV). Celui-ci se calcule selon la formule suivante, où w correspond aux poids d'échantillonnage (voir chapitre suivant):

$$CV = \frac{\sqrt{\frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (x_i - \mu)^2}}{\frac{1}{n} \sum_{i=1}^n w_i} \cdot 100$$

Nous avons ensuite calculé l'intervalle de confiance de 95% pour les valeurs unitaires selon la formule suivante:

³Les non-réponses partielles sont les défauts partiels de réponse (la personne interrogée participe au sondage, mais refuse de répondre à certaines questions ou blocs de questions). Si ce refus partiel de réponse concerne des questions centrales, l'observation correspondante ne peut pas être prise en compte et n'entre pas dans l'analyse.

⁴L'écart type de la valeur moyenne se calcule selon la formule suivante: $SE_{\bar{x}} = \frac{\sigma}{\sqrt{n}}$

$$\hat{p} = \pm \sqrt{\frac{1 + CV^2}{n}}$$

Pour l'échantillon total nous concernant, l'intervalle de confiance de 95% correspond à $\pm 4,62$ points de pourcentage. Cet intervalle augmente cependant – *ceteris paribus* – proportionnellement à la diminution du n d'un sous-groupe.

6.3 Pondération de l'échantillon

Étant donné que le présent sondage repose sur un auto-recrutement et que l'échantillon n'est par conséquent pas représentatif, au sens structurel du terme, de la population souhaitée, il a été pondéré après coup selon la méthode IPF (*Iterative Proportional Fitting*, également appelée *Raking* ou *Raking Ratio*). Les personnes de toutes les sources du sondage ont été prises en compte de la même manière dans la pondération. La population du sondage correspond à la population résidente permanente de Suisse de plus de 18 ans. Les critères de pondération sont notamment l'âge, le sexe, le niveau de formation et l'orientation politique. Les distributions marginales de ces critères ont été prises en compte séparément pour la Suisse germanophone, francophone et italophone, la taille de chaque région linguistique entrant également dans la pondération. Cette pondération garantit une représentativité sociodémographique élevée de l'échantillon.

6.4 Typologisation

Afin que les prédispositions des personnes interrogées soient plus faciles à comprendre et à expliquer, nous avons identifié des types pour deux dimensions. Les typages reposent sur l'attribution de points ou scores en fonction du comportement de réponse à différentes questions spécifiées dans les passages suivants.

6.4.1 Types d'utilisation du numérique

Les types d'utilisation du numérique reposent sur le nombre d'applications numériques utilisées. On distingue les personnes ayant une utilisation forte, moyenne et faible du numérique. Les trois types d'utilisation du numérique ne reposent pas sur la position concernant la numérisation, mais uniquement sur le comportement indiqué. À partir des réponses aux quatre questions ci-après, un score a été calculé pour chaque personne. En fonction de ce score, la personne a été classée dans l'un des trois types d'utilisation du numérique.

- «Parmi les appareils électroniques ci-après, lesquels possédez-vous?»
- «Parmi les services en ligne ou mobiles ci-après, lesquels utilisez-vous régulièrement?»

- «Parmi les canaux ci-après, lesquels utilisez-vous le plus souvent pour communiquer?»
- «Quels sont les activités ou les états que vous avez déjà quantifiés ou consultés par le biais d'un smartphone, d'un capteur d'activité physique ou d'un appareil analogue?»

6.4.2 Types de position envers la numérisation

La position envers la numérisation indique si une personne voit le virage numérique d'un œil plutôt positif ou sceptique. On distingue les personnes optimistes, neutres et pessimistes envers la numérisation. Le typage repose sur la position fondamentale et non sur le comportement de l'utilisateur. Le score repose sur le niveau d'approbation de la première affirmation et de rejet de la deuxième affirmation. En fonction de son score, chaque personne a été classée dans l'un des trois types de position envers la numérisation.

- «La transformation numérique engendre avant tout des progrès et apporte de nouvelles possibilités.»
- «L'évolution numérique m'inquiète, car nous sommes de plus en plus à la merci de programmes informatiques.»

